

Manif. antimilitariste — 27 mars — 14 h 30 — Bastille, à Paris

T2137-437-6,00 F

ISSN 0026-9433

le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N° 437 JEUDI 25 MARS 1982 6,00 F



F°P. 2520

Liste et permanences des groupes de la F.A.

PROVINCE

AINSE : ANIZY-LE-CHATEAU
 ALLIER : MOULIN - YZEURE
 ALPES-MARITIMES : GROUPE DEPARTEMENTAL NICE - CANNES
 ARDECHE : AUBENAS
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE - BOUC-BEL-AIR - GARDONNE
 CALVADOS : CAEN
 CHARENTES-MARITIMES : MARENES-ROCHEFORT
 COTE-D'OR : DIJON
 DOUBS : BESANCON
 EURE : EVREUX
 FINISTERE : BREST
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
 HERAULT : BEZIERS
 ILE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : SAINT-ETIENNE
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : CHERBOURG
 MARNE : REIMS
 MORBIHAN : GROUPE DEPARTEMENTAL
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
 LOIRE-ATLANTIQUE : GROUPE NANTAIS
 MOSELLE : METZ
 NORD : LILLE - VALENCIENNES
 OISE : CREIL - BEAUVAIS
 ORNE : FLERS - LA FERTE-MACÉ
 HAUTE-GARONNE : GROUPE REGION TOULOUSAIN
 RHONE : LYON
 PUY-DE-DOME : CLERMONT-FERRAND
 SARTHE : LE MANS
 SOMME : AMIENS
 VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » - GROUPE DE LA REGION TOULONNAISE
 HAUTE-VIENNE : LIMOGES

VIENNE : GROUPE DEPARTEMENTAL
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
 BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 4^e, 5^e, 6^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - ORSAY-BURES
 - RIS-ORANGIS
 - VILLEJUIF
 - MELUN-SENART

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL ROSNY
 - BOBIGNY-DRANCY

BANLIEUE OUEST

- NANTERRE - LA DEFENSE
 - HOUILLES-SARTROUVILLE
 - VERSAILLES

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY
 - DEUIL-MONTMAGNY
 - STAINS-PIERREFITTE

LIAISONS

PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - CERCLE INTER-BANQUES
 - LIAISON ORTF
 - LIAISON INSTITUTS DE SONDAGES

LIAISONS

NORD : Laon, Noyon, Roye, Hénin-Beaumont, Avesnois, Saint-Quentin.
 EST : Nancy, Vosges, Charleville, Bas-Rhin, Jura.
 ILE-DE-FRANCE : Meulan, Nord Seine-et-Marne, Maule.
 OUEST : Bégard, Quimper, Pont-Audemer, Laval, Parthenay, Poitiers, Marennes-Oléron, Saintes, Nord Haute-Vienne, Châtelleraut, Angoulême.
 CENTRE : Blois, Châteaurox, Vendôme, Vierzon, Le Puy, Saumur.
 SUD, SUD-OUEST : La Seyne-sur-Mer, Nice, Salons, Hyères, Aix-en-Provence, Le Caylar, Sète, Montpellier, Alès, Lot, Montauban.
 RHONE-ALPES : Valence, Isère, Thonon-les-Bains, Chambéry.
 CORSE : Ajaccio, Corte.
 LA REUNION : liaison anarchiste
 GUADELOUPE : Basse-Terre.

PERMANENCES DES GROUPES

Groupe d'Evreux : permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures, derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27000 Evreux.
 Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
 Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
 Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
 Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.
 Groupe Jules Durand/Entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Tellier au Havre, permanences les lundis et samedis de 18 à 19 h.
 Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
 Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinial c/o BP 7, 80330 Longueueu.
 Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les lundis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-L.P. Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.
 Groupe « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).
 Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15^e), métro Boucicaut, tous les jeudis de 19 à 20 h.
 Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18^e.
 Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.
 Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.
 Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merieux (tél. (23).80.17.09).
 Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
 Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20^e. Permanences les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
 Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis de 16 à 21 h et les samedis de 14 à 19 h.
 Groupe d'Aubenas : de 9 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, le dernier samedi de chaque mois, au cours de la tenue de la table de presse.
 Permanences FA et GAEL : le vendredi à 20 h 30, bat. 5, salle 3, Place Guillaouard, à Caen. Un vendredi sur deux, table de presse au RU B, Campus.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11^e (M^o République) — tél. : 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

• Les personnes intéressées par la création d'un groupe à Périgueux (24, Dordogne) et sur la région peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• Les libertaires de l'Oise intéressés par la création d'une liaison à Pont-Ste-Maxence, peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• Les libertaires souhaitant établir une liaison anarchiste à Douai peuvent se manifester en écrivant aux RI qui transmettront.

• Une liaison FA s'est créée à Saumur (Maine-et-Loire). Tous les libertaires du Saumurois intéressés par l'idée et la propagande anarchistes peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• Une liaison est en formation sur Mantes-la-Jolie (Yvelines). Les gens intéressés peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• Le groupe d'Evreux communique aux libertaires de la région que sa prochaine permanence est fixée pour le jeudi 25 mars à 20 h 30 : Maison des Associations (derrière la mairie) à Evreux.

• Le groupe G. Pinelli assure deux ventes du Monde libertaire chaque semaine :

- le dimanche matin de 10 à 12 h au marché du Poteau (rue du Poteau) ;
 - le lundi soir de 17 à 18 h, place Jules Joffrin (m^o Jules Joffrin).

• Pour un travail de recherche, le groupe Région toulonnaise recueille tout renseignement sur le mouvement anarchiste dans le Var, de 1879 à 1950. Ecrire aux RI qui transmettront.

VIENT DE PARAÎTRE (avec de nombreuses illustrations)

VOLONTÉ ANARCHISTE N° 16-17

Histoire du mouvement libertaire en Bulgarie

par G. Balkanski

Ce numéro double : 25 F.
 Les précédents numéros : 15 F.
 (En vente à Publico).
 Abnt 8 numéros : 110 F.
 Abnt de soutien : 180 F.
 CCP 21 600 42 C Paris, à adresser au groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony.

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous !

Rédaction-Administration
 145, rue Amelot, Paris 11^e
 Directeur de publication
 Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les Marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

ROUEN

Le groupe FA de Rouen organise une réunion publique sur le thème : *Les prisons*, avec Serge Livrozet, le 24 avril à 14 h 30, à la Malle-aux-Toiles.

ÉPINAL

Réunion sur le thème : *L'anarchisme d'hier et d'aujourd'hui*, salle Inter jeune, rue Charlet, le vendredi 26 mars à 20 h 30.

La commission « Histoire » de la Fédération anarchiste recherche livres, brochures, presse et affiches anarchistes. Contacter Publico.

ANGERS

Le groupe Elisée Reclus d'Angers organise une réunion-débat, le mercredi 31 mars à 20 h 30, sur le thème : *La contraception masculine*, avec la participation de Jean-Marc Raynaud, à « La Tête en bas », 17, rue des Poëliers à Angers.

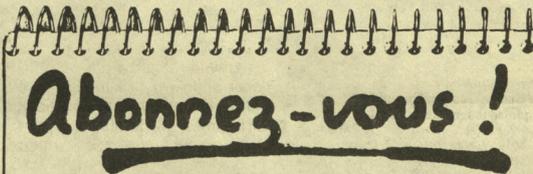
MARSEILLE

Le groupe de Marseille organise le samedi 3 avril un débat sur le thème suivant : *Les anarchistes et la propriété*. Soyez présents dès 14 h au local du groupe, 3, rue Fontaine de Caylus, dans le Panier.

Sommaire

PAGE 2
 Activités des groupes FA
 PAGE 3
 En bref
 Etats généraux contre le nucléaire
 La chasse aux sorcières
 Editorial
 A propos du 8 mars
 PAGE 4
 A rebrousse-poil
 Quand les travailleurs...
 En avant pour le 41^e rattrapage
 PAGE 5
 Recenser : pour quoi faire ?
 Les fuites du (petit) « Matin »
 PAGE 6
 Le mouvement antimilitariste en France

Une seule réforme à l'armée...
 PAGE 7
 L'émergence d'une dissidence pacifiste
 Les menteurs et les pleurnicheurs
 PAGE 8
 Les menteurs... (suite)
 Non-violence, religion et pacifisme
 PAGE 9
 Tueurs par procuration
 Quelles perspectives...
 PAGE 10
 Informations Internationales
 PAGE 11
 Spectacles, livres...
 PAGE 12
 Réflexion sur les cantonales



TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
13 n°	70 F	80 F	100 F
25 n°	150 F	150 F	190 F
50 n°	250 F	280 F	350 F

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 900 F Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N (inclus) Pays

Abonnement Redoublement Abonnement de soutien

Cheque postal Cheque bancaire Mandat lettre

Reglement en contre du bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

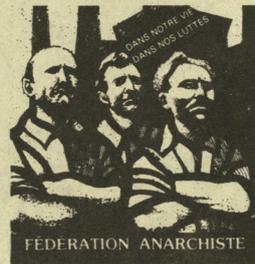
Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 18 à 19 h à Publico 145, rue Amelot, Paris 11^e

Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

QUE PERSONNE NE DÉCIDE A NOTRE PLACE



Affiche éditée par le groupe de Montreuil. Prix : 2 F l'unité, 0,45 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 44 x 56.

en bref...en bref...

• Ronald Creagh, auteur de *L'Anarchisme aux USA (1826-1886)*, viendra parler de son livre (conférence-débat), le jeudi 1^{er} avril à 19 heures, à Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e.

Au Centre Georges Pompidou, jusqu'au 26 avril, a lieu une exposition plus militante qu'artistique sur l'histoire de Solidarność, ses origines immédiates et plus lointaines, la lutte, à travers Solidarność, du peuple polonais. Organisée par le comité de soutien au peuple polonais du Centre Georges Pompidou. Tél. 277.12.33, poste 42 63.

• Attention : nous recherchons de vieux militants anarchistes entre 85 et 95 ans pour une émission à la télévision. Se mettre en rapport avec Maurice Joyeux, tél. : 264.57.89.

ANTIMILITARISME

La liaison FA de Quimper et de Garn (Sud-Finistère) appelle tous les libertaires et antimilitaristes à venir au TPFA de Rennes (palais de justice) soutenir Didier Hervé, dont le procès aura lieu le vendredi 26 mars à 9 h. Condamné le 5 juin 81 à 12 mois de prison dont 8 avec sursis sous l'inculpation d'insoumission et de refus d'obéissance, Didier sortait libre après 4 mois de détention provisoire. Mais l'armée, refusant de reconnaître sa propre justice, l'a cueilli à sa sortie de prison pour le ramener à la caserne et lui intimant l'ordre de revêtir l'uniforme. Nouveau refus catégorique de Didier qui lui a valu d'être réincarcéré le 9 juin. Réformé temporaire après 17 jours de grève de la faim, Didier pouvait enfin goûter l'air du dehors en attendant son second procès.

Nous ne nous faisons aucune illusion sur les promesses du nouveau gouvernement. La justice militaire sévit toujours et nous montre encore une fois que le seul vrai changement se fera dans la rue, par l'insurrection populaire et la révolution libertaire.

Liaison FA de Quimper

• Le CAIS (Centre argentin d'information et de solidarité) a entamé de son côté deux campagnes destinées à sauver les détenus disparus et empêcher que le silence complet ne soit fait sur leur situation, et à retrouver la trace des enfants disparus en Argentine, en les rendant à leur famille. Car depuis le 24 mars 76, date du coup d'Etat militaire en Argentine, les « mères de la place de Mai » luttent sans répit pour retrouver vivants leurs fils, filles, maris, frères, sœurs, etc., enlevés par les militaires et dont elles sont sans nouvelles.

• La bibliothèque du Centre Georges Pompidou organise une conférence sur : Syndicat des Correcteurs de Paris et de la région parisienne : traditions et perspectives, avec Yves Blondeau, historien. C. Chambellan, muséiste social, et cela le 15 avril.

• Jusqu'au 28 mars, « Solidarité à Solidarność » tient un stand d'information sur la lutte du peuple polonais, dans l'ancienne gare de la Bastille, et surtout y organise une collecte pour un convoi de vivres et de médicaments destinés aux travailleurs polonais, aux emprisonnés et leurs familles. L'opération « Un convoi pour la Pologne » et son temps fort, la journée de soutien à Solidarność du 25 mars, sont patronnés par le professeur A. Minkowski, par A. Smola (économiste de Solidarité) et par J. Chesneau (historien).

États généraux contre le nucléaire

LES états généraux contre le nucléaire civil et militaire se sont déroulés les 13 et 14 mars 1982 à Golfech. Y participaient les CAN (Comités antinucléaires), divers mouvements non violents, antimilitaristes, mais aussi des marxistes se dissimulant sous l'étiquette d'une organisation de défense des consommateurs.

La Fédération anarchiste était représentée par les groupes de Bordeaux, Agen, Limoges, Versailles. Nous avons remarqué l'absence du PSU et des Amis de la Terre qui, c'est vrai, s'agitaient ce week-end pour la mascarade des cantonales.

La constatation première est la grande démobilisation qui a fait suite au 10 mai. Quant aux propositions énoncées lors de diverses commissions, elles se définissent autour d'une volonté d'action directe : autoréduction des factures EDF et des impôts, renvois des cartes d'électeurs, etc.

Mais ces propositions s'insèrent dans un cadre réformiste puisque jamais il n'est ressorti que la lutte antinucléaire devrait se confondre avec la lutte pour la destruction de l'Etat. Or, il faut bien voir que l'Etat, par ses contrats commerciaux avec le Tiers-Monde, par la répression qu'il exerce sur les différentes localités, conduit logiquement une politique qui défend l'état de choses actuel.

Nous devons tous décider de notre avenir énergétique selon les besoins et les ressources de chaque région. Nous combattons, comme hier à Plogoff et aujourd'hui à Chooz, l'Etat — et sa police — qui veut imposer son système énergétique.

Groupes anarchistes présents à Golfech

La chasse aux sorcières du P.C.F.

APRÈS les immigrés et les drogués, c'est au tour des casseurs et des loubards !

Les grandes cités HLM se sont multipliées, la délinquance juvénile s'y est développée. Que faire dans ces cités où il n'y a que des immeubles, des parkings, parfois des boutiques ou des cafés fermés très tôt ? On s'emmerde. Tout le monde s'emmerde. Les « adultes » regardent la télé, les jeunes se retrouvent dehors et s'emmerdent en groupe. De là à faire des conneries... Que ce soit à Lyon, à Marseille, au Val Fourré de Mantes, à la Courneuve, aux Mureaux ou à Amiens, c'est pareil.

A Amiens justement où, après que deux personnes aient été attaquées, après que trois mineurs de 14 à 17 ans aient été arrêtés, après qu'une voiture ait été brûlée dans le quartier du Pigeonnier, la municipalité (mairie communiste) s'est réveillée. Elle s'est réveillée pour animer la cité. Elle propose un jeu bien connu : la chasse aux sorcières, la chasse aux loubards, et tout le monde est invité à participer. Le PC local appelle « les locataires à ne plus tolérer les exactions et la présence de quelques perturbateurs qui empoisonnent l'existence de centaines de familles. C'est d'autant plus possible que ces perturbateurs, très minoritaires, sont bien connus de la population et de la police. Agissons ensemble pour mettre hors d'état de nuire les casseurs et les loubards ».

Il est vrai que le PCF se dit le « grand parti des travailleurs », des métro-boulot-dodo, et que ces loubards ne travaillent pas. Pourquoi ne travaillent-ils pas ? Ce ne semble pas être une question que la municipalité d'Amiens se soit posée, oubliant ainsi le chômage des jeunes et les problèmes qu'il engendre, dont la délinquance. Non, une seule solution : mettons-les « hors d'état

de nuire », remplissons les maisons d'éducation surveillée, les prisons (et les cimetières ?). « Y'a cinquante gosses dans le cagulier d'une HLM de Gennevilliers », chante Pierre Perret.

La prolifération de ces loubards serait due, selon le PC, à l'Office public de construction et d'aménagement (OPCA) d'Amiens, véritable « monstre » qui sévit sur tout le département de la Somme. Le PC lui reproche les menaces d'expulsion ou de saisie qui se multiplient, les loyers qui augmentent avant la décision gouvernementale de les bloquer, la répartition des habitants accentuant la ségrégation, les petites réparations facturées trop cher et surtout ses « dirigeants qui ont des salaires plus élevés que les ministres (et qui) freinent des quatre fers au moment où le gouverne-

AVEC LE P.C.F
TOUS AU POGROM



ment prend des mesures qui vont dans le bon sens. »

Au moins, si les dirigeants de l'OPCA étaient communistes, il n'y aurait plus de problèmes de loubards-casseurs, plus d'immigrés, plus de drogués ! Tous en taule !

Jean-Pierre BERRAUD

ÉDITORIAL

LES résultats de dimanche amplifient en termes de sièges la tendance qui s'était manifestée lors du premier tour de ces élections cantonales. La poussée de la droite n'a pas pu cette fois-ci être masquée par des interprétations subtiles. Les perdants eux-mêmes ont dû le reconnaître. Cela vient confirmer ce que nous disions la semaine dernière sur le caractère de « sanction » que représente cette consultation pour le gouvernement socialiste. Mais plus encore, ce vote sanctionne à nos yeux toute velléité de changement par la voie parlementaire et institutionnelle.

Qu'un plus grand nombre de représentants de la « droite » puissent bénéficier des nouveaux pouvoirs accordés aux conseillers généraux, cela nous intéresse peu. Cependant, dans la mesure où ce vote est destiné à peser lourd dans les options des forces politiques en présence dans les mois qui viennent, nous ne pouvons pas le négliger. Tout d'abord, qu'est-ce que cette « poussée » traduit ? Les électeurs qui le 10 mai avaient cru pouvoir changer (quoi au juste ?) en votant pour un symbole de la gauche (avant de se reconnaître dans un programme), seraient-ils maintenant redevenus de droite devant le caractère « brouillon et inopérant » du gouvernement socialiste ? Les bonzes de l'opposition se complaisent dans cette explication, question de redonner vigueur à leur « crédibilité ». Nous ne pouvons pas la partager. L'électorat français n'est pas plus de droite aujourd'hui qu'il n'était de gauche hier. La versatilité politique d'une petite minorité capable d'infléchir les résultats dans un sens ou dans un autre n'est plus à démontrer. Ce réajustement de l'électorat ne fait que corriger les distorsions introduites par les votes massifs de mai et de juin derniers en faveur des socialistes et de révéler ainsi au grand jour ce que tout le monde avait fait semblant d'oublier : que l'ensemble des partis de gauche n'ont aucune stratégie globale d'action. Ce n'est qu'individuellement que le PS, malgré le désaveu gouvernemental, arrive à tirer ses épingles du jeu ; et cela au détriment du Parti communiste qui soutient désormais comme la corde soutient le pendu. Voilà ce qui nous paraît être l'enseignement principal à tirer de ce vote. D'un côté comme de l'autre, les appareils politiques se tiennent prêts à changer de stratégie. Les jeux sont ouverts. Encore une fois, les grandes options de changement de société vont laisser le pas aux petits accommodements politiques de circonstance. Jusqu'à quand le supporterons-nous ?

A PROPOS DU 8 MARS...

LE 8 mars, journée internationale de la femme. Un pas de plus vers l'émancipation féminine avec les quelques mesures prises par Mitterrand, notamment l'IVG remboursée par la Sécurité sociale.

Les journaux télévisés ont été présentés par des femmes ; des rencontres, des débats sont organisés où les femmes sont à la une de l'actualité. Le 9 mars, chacun et chacune retrouve sa place.

En fait, une journée de revendications, de manifestations, nous paraît bien insuffisante pour obtenir pleinement satisfaction. Bien sûr, le mouvement féministe a propagé un certain nombre de thèmes comme les rapports hommes/femmes, la sexualité, la contraception, l'autorité patriarcale, pour l'intégration sociale de la femme, la loi sur l'avortement, le viol. Ces thèmes mis au grand jour ont eu le mérite de sensibiliser les consciences des populations. Il ne faut donc pas nier l'action de certaines associations féministes comme le MLAC qui aboutit entre autres à la loi Veil en 1975 et qui permet malgré tout des victoires partielles.

En fait, la lutte féministe est quotidienne : dans notre quartier, sur notre lieu de travail, dans nos syndicats... mais notre lutte ne doit surtout pas être isolée, marginalisée, spécifique. Elle s'inscrit dans un contexte révolutionnaire, car l'émancipation de la femme doit s'organiser au même titre que celle de l'homme, contre tout pouvoir et plus particulièrement contre le pouvoir patriarcal et la culture « phallogocritique ».

Aujourd'hui, la femme recherche l'égalité avec l'homme, mais il ne faut pas que son émancipation s'instaure dans un schéma capitaliste. Peut-on parler d'émancipation si la femme accède à de hautes responsabilités ? Pour elle, cela représente peut-être un acquis, mais ne modifie en rien le sort des femmes ouvrières ou paysannes. La lutte contre le patriarcat ne signifie pas lui substituer le matriarcat. Notre combat doit donc se situer au même niveau que toute autre revendication. Notre émancipation ne se fera pas si nous restons soumis, opprimés, hiérarchisés, quel que soit le sexe de celui ou de celle qui nous gouverne. Le mouvement « Mujeres libres » en 1936 sut se regrouper au-delà du sexisme et apporta au mouvement révolutionnaire des revendications qu'il associa aux revendications ouvrières autogestionnaires libertaires.

En tant qu'anarchistes, nous nous devons de participer aux campagnes favorisant l'émancipation des femmes (avortement, viol, contraception), sans oublier que le mouvement des femmes doit être effectivement une lutte de classes et que l'émancipation féminine ne se fera pas sans celle de l'homme.

Roselyne et Danielle (groupe d'Angers)



à rebrousse-poil

Les Suisses vraiment cons ?

Les célèbres apostrophes de Coluche sur les Suisses sont-elles en passe de devenir réalité ? Ce n'est pas impossible quand on jette un coup d'œil aux chiffres des journées de grève 1981 pour ce charmant pays : la grève la plus dure a duré 24 heures et a réuni 15 grévistes. Quinze jours de travail perdus en raison de deux débrayages de quelques heures et d'une grève d'une journée affectant 12 postes de travail.

A moins que la Suisse ne soit devenue un véritable paradis. Qui sait ? Les Suisses auront donc au moins inventé quelque chose de nouveau dans le domaine social : la grève de la grève...

Balais coco

Des photos de presse nous ont montré le président chinois un balais à la main, nettoyant une rue de Pékin. Pour donner l'exemple. On est chef d'Etat, bien sûr, mais on reste un prolétaire. Et la dictature du prolétariat, c'est justement bien tenir le manche et surtout ne pas le lâcher...

Mais peut-être y a-t-il, de Pékin à Canton, en passant par Shanghai, d'autres Chinois qui rêvent de descendre, eux aussi, dans la rue. Pour donner un bon coup de balai.

Secteur privé (de scrupules)

Cynique, ce « grand patron » d'un hôpital parisien interviewé à la télé et qui se vantait de ne travailler que pour gagner beaucoup, beaucoup d'argent.

Des millions par mois. Et il reconnaissait que les quelques lits de son secteur privé lui permettaient de doubler ses gains. En voilà un qui sait lutter contre la visière...

« Je gagne beaucoup parce que je travaille beaucoup, 70 heures par semaine », proclamait-il. A les entendre, ils travaillent tous 70 heures par semaine, ces surhommes, ces champions du billard.

Si cela était vrai, du 1^{er} janvier au 31 décembre, les clients de fin de semaine auraient de quoi être inquiets... « Rassurez-vous, tranche un confrère à qui le journaliste avait fait cette remarque, notre travail n'est pas de la précision ! » La main peut trembler un peu, on n'est pas à quelques poils près. Avouez que ça vous la coupe, pas vrai ?

« On nous prend pour des éboueurs, des immigrés », gueulaient ces gentlemen lors de leur manif au ministère de la Santé. C'est-à-dire pour des moins que rien, des quantités négligeables.

Cette bande d'Hippocrates fait semblant d'ignorer que sans le travail de ces éboueurs, de ces immigrés et de tous les salopards en casquette qu'ils méprisent (et qui gagnent 15 fois moins qu'eux), que sans leur travail, donc, ils créveraient de faim et de froid. Tout comme leurs collègues de « l'élite » intellectuelle, industrielle, financière et politique.

Contradictions internes

Ainsi donc, dans la fonction pu-

blique, la CGT, dirigée par le camarade Krazucki, membre du bureau politique du PCF, a refusé de signer l'accord proposé par le non moins camarade Anicet Le Pors, membre du même PCF et ministre de la même couleur.

On peut imaginer le dialogue lors des réunions du comité central :

- Affameur !...
- Démagogue !...
- Ennemi de classe !...
- Saboteur de l'économie nationale !...

Le front de lutte de classes passe donc par l'immeuble de la place du Colonel-Fabien. Si, par hasard, vous vous promenez dans le secteur, tendez l'oreille. Les éclats de voix doivent faire trembler les vitres.

A moins que ce ne soient les éclats de rire provoqués par une farce si bien jouée...

S.B.

Dangereux, les écologues

Dans certaines régions d'URSS, les loups se sont multipliés. « Le nombre des loups, nous explique *La Pravda*, augmente dans les périodes difficiles. C'était le cas pendant la guerre civile et la Deuxième Guerre mondiale. » Les loups avaient même envahi Paris, mais cessez de rire, charmante Elvire, car *La Pravda* continue : « Toutefois, leur prolifération actuelle s'explique par les soins apportés à la protection de la nature. »

Le combat pour la protection de la nature serait-il une période aussi difficile que « la guerre civile ou la Deuxième Guerre mondiale » ? Après avoir remercié Wrangel puis Hitler, les écologues devraient-ils remercier les écologistes ?

Faut-il en rire, charmante Elvire ?

J.-P. B.

Quand les travailleurs volent au secours de leur patron

Marseille-en-Beauvaisis, près de Beauvais, Oise : la Société industrielle de Filtration (SIF), 152 employés. En décembre dernier, la direction parle d'embauches pour le mois de mars. Or, il y a peu de temps, le syndicat, nommé après le règlement judiciaire, annonce que son plan de redressement exige 23 licenciements et 22 non-renouvellements de contrats temporaires. Les travailleurs répondent par l'occupation de leur usine. La présidente du tribunal de grande instance de Beauvais avoue aux salariés : « On vous a trompés ! De son côté, le patronat refuse de céder. Ce sont alors les employés qui volent au secours de leur exploitateur : « Puisque la masse salariale correcte correspond à 107 salariés, nous proposons de payer les 130 salariés avec la masse salariale de 107, ce qui entraînera pour nous une réduction du temps de travail à environ 32 heures avec perte de salaires. Mais ces mesures pourraient n'être que temporaires dans l'attente d'une reprise plus importante de l'activité de l'usine ! Vous l'auriez deviné, le patron a sauté sur l'aubaine, tout heureux que ses propres profits ne soient pas rognés.

Pour les travailleurs, la préservation de quelques emplois ne doit pas cacher qu'il s'agit malgré tout d'un net recul de leurs avantages au bénéfice du patron bien sûr. De telles mesures ressemblent fort à ce que préconisait Raymond Barre quand celui-ci était Premier ministre. Bref, il se met en place une austérité de gauche fort lointaine du changement qui nous était promis.

Pour la presse locale — *Le Courrier de l'Oise* — c'est le bon sens qui a prévalu. Ne devons-nous pas oublier nos intérêts particuliers pour tous ensemble redresser l'économie de notre pays ? Pour les militants anarchistes, tenir ce langage c'est une nouvelle fois tromper les travailleurs !

Nos propres intérêts n'ont rien de commun avec ceux de nos maîtres. Le patronat essaie en fait de nous faire payer, et à nous seuls, le prix d'une restructuration nécessaire au capitalisme. Leurs arguments ont toujours été les mêmes. En 1936, suite au lois sociales votées par le Front populaire sous la pression de deux millions de grévistes, un député déclare : « Pour nous, il n'y a qu'une certitude, c'est que vous pouvez créer des sections nouvelles de vos tribunaux de commerce pour y prononcer l'ouverture de faillites nouvelles. » On le voit aujourd'hui ; le patronat n'y a guère laissé de plumes. Il faut savoir qu'à temps de travail égal, la productivité (et donc le profit) ne cesse d'augmenter.

Les travailleurs ne doivent donc accepter aucun recul ; pour cela, ils ne peuvent compter que sur leurs luttes. Ne nous laissons pas endormir par les sirènes de Mauroy et du patronat.

Jean-Michel
(Liaison FA de Noyon)

EN juin prochain, aura lieu le 41^e congrès de la CGT. Congrès toujours important car, que cela plaise ou non, la CGT est toujours la première centrale syndicale ouvrière de France. De par sa place sur l'échiquier politique français, elle a donc un impact non négligeable sur le devenir de la classe ouvrière française.

Le dernier congrès, 40^e de son nom, avait lancé de grands mots d'ordre qui se voulaient mobilisateurs, « novateurs et conquérants », « en avant vers les trois millions d'adhérents. » Ce congrès se voulait d'ouverture — Séguay et d'autres se rendant quand même compte qu'à la CGT il y avait d'autres militants que ceux du Parti communiste. Ceci n'était pas seulement un souci de démocratie, c'était aussi une manière d'appeler à la rescousse pour le maintien des effectifs confédéraux. Et l'orientation générale était calquée sur les procédés parlementaires, c'est-à-dire qu'il fallait par chaque tendance (non communiste, bien sûr...) un prorata à certains organes de direction. Dans telle section ou syndicat, il y avait « X » militants d'une organisation d'extrême-gauche, donc ceux-ci en tant que partie intégrante de la « direction » syndicale pouvaient avoir un quart ou un demi strapontin... L'avis des adhérents de base importait peu, l'important c'est qu'il y ait un accord entre états-majors éclairés, « avant-gardes » de la classe ouvrière ! Y'en a qui disent qu'à la FEN le truc avec les tendances c'est du sous-parlementarisme ; là, la démocratie syndicale à la sauce du 40^e congrès de la CGT, c'était vraiment, côté éthique, au-dessous du niveau de la mer... Néanmoins, au niveau de base confédéral, les sombres desseins de la rue Lafayette avaient plutôt bonne figure. C'était l'ouverture tous azimuts. Si l'on s'en tenait aux textes officiels et actuels de la CGT, tout courant (nommé ou non...) du mouvement ouvrier avait sa place et pouvait le dire au même titre que les autres. C'était plus : « Il y a un parti ouvrier qui est drôlement chouette et sympa, en plus il pense tout comme nous ! » ; c'était plutôt (*mezzo voce*) : « On est tous dans la même tempête, le syndicat c'est l'affaire de tous, il n'y a pas un courant politique supérieur à un autre, chacun a son mot à dire ! »

Bien sûr, c'était du discours entre militants « responsables », mais c'était tout de même un peu d'air frais dans les rouages politisés de la centrale qui fut celle de Pouget et d'autres... Mais le peu de démocratie au compte-gouttes mis en chantier par Séguay and Co a été stoppé lors de l'élection présidentielle. Là, c'en était fini de ce que d'aucuns appellent la « démocratie ». Le bureau confédéral s'alignait sans conditions sur les positions du PC. Les émanations politiques de la place du Colonel-Fabien avaient, une fois de plus, traversé le canal Saint-Martin pour aller imprégner les cerveaux malléables de la rue Lafayette !

C.G.T. : en avant pour le 41^e rattrapage

L'alignement était à ce point forcené que ça a causé des remous sérieux dont on a déjà causé dans la presse. Même que ce que l'on a appelé une « opposition » s'est manifesté à la CGT. Opposition qui s'est renforcée avec le réalignement lors du coup d'Etat en Pologne. Séguay était plus ou moins d'accord : on l'a débarqué ! Krazucki même donc maintenant la barque... Tout ce raccourci pour en venir au document de préparation à ce 41^e congrès. Il a été rendu public au début de ce mois de mars. Rien de transcendant. Des esprits chagrins diront même que ce n'est qu'un décalque de la « nouvelle stratégie » du 24^e congrès du PC.

Tout d'abord, une constatation amère : ce document est qualifié d'orientation. Pas question de faire un bilan, de pouvoir critiquer ce qu'a fait la CGT lors des « événements » de Pologne, de l'élection présidentielle... C'est la fuite en avant dans un laïus substantiel d'orientation. Pas question de discuter, on serre les rangs et on suit la grande CGT qui a toujours raison. Aucune critique ni de remise en question ne transparaissent du document publié en numéro spécial du *Peuple*. Des problèmes fondamentaux comme celui de la désyndicalisation ne sont pas abordés. Baisse d'adhérents,

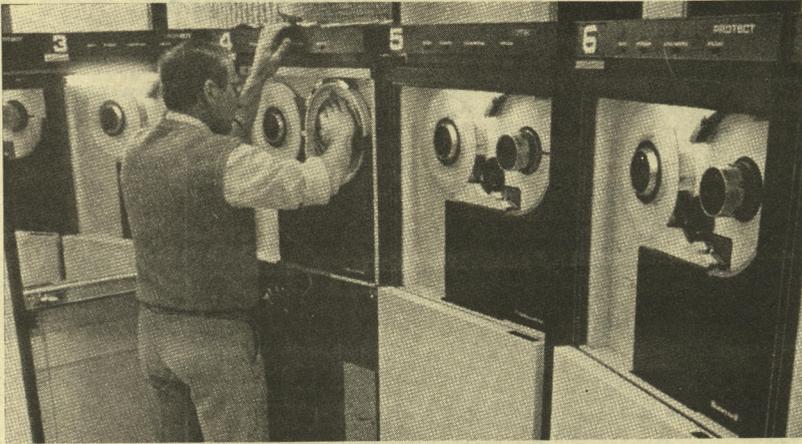
connaît pas. Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. On est les plus beaux et l'avenir nous sourit, radieux... La classe ouvrière reste pareille à elle-même, telle que dans les années 20, se reconnaissant dans les propositions justes d'un parti ouvrier intransigent (sic). A croire que l'informatique et le matériel moderne n'existent pas et que l'on fabrique les caméras comme au temps de Delasalle ! La CGT, et à travers elle le PC, pense-t-elle vraiment que la classe ouvrière traditionnelle n'a pas changé, que le secteur tertiaire est négligeable, voire marginal ?... La notion de défense tous azimuts du bunker implique-t-elle nécessairement le rétrécissement du cerveau ? On reste confondu à la première lecture de ce document préparatoire au 41^e congrès de la CGT de l'optimisme relatif qui transparait. Aucune remise en question. Tout va bien. Passons sur les prévisibles propositions « au sein de la marche vers le changement »,... 70 pages d'un numéro spécial du *Peuple* ; un document, disait Krasu, valable pour trois ans... Un grand débat à la CGT avec une tribune de discussion à partir du 25 mars dans la *Vie ouvrière*, serait-ce la continuation des promesses du 40^e congrès, un « record de démocratie » comme le disait Henri Krazucki ? Ou plutôt, déjà, comme le titrait *Libération* : « Krazu serre les boulons » ?

Le syndicat des divers de la Fédération CGT des cadres et employés réclame toujours ses cartes 82. Depuis fin janvier, trois sections des PTT de Seine-Saint-Denis ont cessé d'être « reconnues ». Autant de signes qui démentent les discours chaleureux de « Riton ». Entre les ceusses qui veulent aller à la CFDT et ceusses qui trouvent que les cotisations syndicales c'est trop cher, le choix n'est pas toujours clair ni les propositions précises.

Pour nous, anarcho-syndicalistes de la CGT, il n'est pas question d'abandonner le terrain au PC qui se présente comme le seul garant des intérêts ouvriers. Nous devons faire prendre conscience aux travailleurs, à la CGT comme ailleurs, que leur propre salut viendra d'eux-mêmes et non pas d'une politique, celle-là ou une autre.

Jean-Pierre GERMAIN

Recenser : pour quoi faire ?



LES buts officiels du recensement et son implication immédiate (habituier à se mettre en fiche soi-même) ont été présentés (voir ML n° 436). Reste à préciser son utilité du point de vue de l'Etat et du nôtre.

Ce recensement est-il nécessaire à l'Etat ? Possède-t-il déjà toutes les informations recueillies à l'aide des questionnaires ? La réponse ne peut être catégorique. Effectivement, les divers services administratifs possèdent ces informations. Citons par exemple : pour le logement, le ministère de l'Equipement (permis de construire) ; le « cursus universitaire » pour l'Education nationale ; l'âge, la profession, le secteur d'activité peuvent être fournis par les Finances, etc. Mais tous ces renseignements ne sont pas exploitables, l'interconnexion des différents supports d'informations n'existe pas pour des raisons de difficultés techniques (dossiers poussiéreux, bandes magnétiques, historiques (rivalité entre services) : citons pour exemple le fichier Gamin (détection d'enfants à risques) dont l'identifiant n'est pas le numéro INSEE, mais une conjonction de la date de naissance, du nom et du prénom, pour la simple raison qu'au moment où est établie la mise en fiche, les trois derniers chiffres du numéro d'INSEE indiquant le numéro d'inscription du bébé ne sont pas encore connus par l'INSEE. Ah, la lourdeur bureaucratique ! En somme, le recensement supplée à cette absence de relations entre les administrations. Toutefois, la somme des renseignements collectés est bien moins importante que la simple addition de toutes les informations qui nous concernent et qui dorment dans les divers services administratifs, pour des raisons de coût, sinon de respect de la « vie privée ».

Les résultats en 84 ? Cette coûteuse opération, plus de 400 millions de francs dont 289 millions pour payer les 110 000 agents recenseurs et les 2 800 délégués qui les encadrent, ne donnera les premiers résultats qu'à la fin de l'année. Encore s'agit-il de renseignements simples : détermination de la population légale du pays, de chaque commune. Ce n'est qu'au premier semestre 85 que l'exploitation d'un échantillonnage de bulletins (un sur vingt) pourra donner des informations sur les

critères sociaux, logement, formation, emploi. Et il faudra attendre le milieu de l'année 84 pour qu'une analyse plus fine (un bulletin sur quatre) puisse être donnée pour les villes de plus de 5 000 habitants et les quartiers des grandes villes. A l'heure où de nombreuses communes seraient capables de traiter directement (anonymement, c'est une autre question...) ces renseignements et de pouvoir agir en conséquence quasi immédiatement : création de crèches, construction de logements sociaux, le caractère centralisé de cette étude fait qu'elles devront attendre deux ans pour en savoir un peu plus que les seuls chiffres de population, et encore, à condition d'en faire la demande et de payer la facture correspondante ! Autrement dit, les résultats statistiques ne viendront que confirmer la longueur des listes d'attente pour les crèches. Quelle efficacité ! Cet outil, le recensement, n'est pas neutre — le pouvoir politique a déterminé par le choix des questions les besoins de la population. L'interprétation des résultats dans le cadre du plan n'est pas davantage — ce sera au pouvoir politique de déterminer les besoins qu'il estime prioritaires : la relance de la construction est-elle due véritablement à la constatation du nombre trop important de logements sans confort ou au désir de satisfaire les intérêts des patrons du bâtiment, gros exploiters de main-d'œuvre, surtout en période de chômage ? L'étude des retombées plus marginales du recensement (données permettant des études de marché) peut illustrer la notion de service public dans un système capitaliste : contre seulement 60 francs payés à l'INSEE (le prix des photocopies), un industriel peut connaître le potentiel des dépenses commercialisables d'une ville.

Avoir des doutes sur la réelle utilité sociale de ce recensement ne veut pas dire que les anarchistes se désintéressent de la question. Depuis la naissance du mouvement, ils ont proposé, dans le cadre d'une société anarchiste, de recourir aux statistiques pour cerner les besoins de la population. James Guillaume n'écrivait-il pas en 1876 : « Ce sera au moyen des faits statistiques... qu'il sera possible d'équilibrer scientifiquement la production et la consommation... La statistique permettra aussi de

fixer la durée moyenne de la journée de travail nécessaire pour obtenir la somme de produits que réclament les besoins de la société » (1). En 1945, la Fédération anarchiste publiait dans une brochure intitulée *Les Anarchistes et le problème social* une esquisse encore d'actualité de fonctionnement et les buts des services de statistiques (2) : « Le service de la statistique, avec lequel tous les secteurs de l'activité économique et sociale seront en rapport, jouera un grand rôle dans la société fédéraliste libertaire. Dans chaque commune, il sera créé un « service local de la statistique ». Il aura pour tâche de tenir constamment à jour un état de la production et des possibilités de celle-ci dans toutes les branches, ainsi que des besoins exprimés par les consommateurs et les usagers. Les consommateurs faisant connaître leurs besoins par la coopérative, et les usagers par la commune libre. Tous les organismes de production, de distribution, de main-d'œuvre, de l'état civil, toutes les administrations devront communiquer à ce service tous les renseignements les concernant. Parce qu'elle regroupera tous les renseignements, qu'elle pourra guider chaque service et chaque branche de production, la « statistique » sera l'office auquel recourront tous les secteurs de l'activité humaine pour obtenir les données nécessaires à la coordination des efforts communs.

Le service de la statistique participera aux travaux du conseil économique local. Toujours par le même processus que pour les autres organisations, les services de la statistique, groupés par région, constitueront le « service régional de la statistique ». Et ces derniers, groupés entre eux, formeront les « services interrégionaux de la statistique » qui engloberont tout le territoire. Grâce aux données précises qu'il pourra fournir à tous les organismes, le service de la statistique évitera le gaspillage de force auquel nous assistons aujourd'hui. Aucune activité rivale ne subsistera et les efforts déployés le seront en fonction des chiffres exprimant les besoins. »

Groupe FRESNES-ANTONY

(1) Volonté anarchiste n° 8.

(2) Réédition, Volonté anarchiste n° 4.

Les fuites du (petit) « Matin »

Ça bouge chez les ministres, ça bouge. Grâce à la publicité des médias, nous attendions les résultats du Conseil des ministres du 17 mars. En effet, il était prévu que ce Conseil devait rendre publiques des mesures en faveur des salariés. Mesures annoncées depuis un certain temps déjà.

En fait — et est-ce un signe des temps ? — rien n'a été annoncé. Les mesures en faveur des salariés sont reportées à plus tard. Faut-il faire un rapprochement entre cela et la veste que les élections cantonales ont tendue aux socialistes ? Peut-être...

Mais si l'on observe le jeu des médias, il y a plus important que ce report à Pâques ou à la Trinité de mesures qui, nous le savons très bien, n'aboliront ni l'Etat ni le capitalisme.

Ce qui est intéressant, c'est le jeu de certains socialistes, qui ressemble à celui qui s'est passé à l'intérieur de l'« union de la droite » quand elle était au pouvoir : prévoyant à plus ou moins long terme l'échec du pouvoir socialiste (échec qui ne sera pas dû à la couleur socialiste du pouvoir, mais au fait qu'une structure de pouvoir ne peut résoudre la crise structurelle du capitalisme), certains membres du Parti de la rose commencent à préparer leur reconversion.

En effet, suite à l'échec des cantonales, il est clair que l'illusion d'un changement social sans risque se dissipe. Les électeurs ressentent comme un désenchantement qui les porte, non pas à voter pour quelqu'un (en l'occurrence la droite), mais contre quelqu'un (le pouvoir et ceux qui le représentent, en l'occurrence la gauche). Ce que nous pouvons regretter est que l'habitude électorale reste et que ne se dissipe pas l'illusion électorale.

Mais ce vote-sanction contre les socialistes inquiète ces messieurs. Il y a ceux qui ont les « responsabilités » (c'est-à-dire le pouvoir) et il y a ceux qui sont en réserve. Les socialistes d'active et les socialistes de réserve en quelque sorte. Pour les « réservistes », il est clair que leurs camarades qui sont sur le « front » sont en train de se « griller ». Ce qui produit une différence de stratégie parmi les militants du PS : pour certains, il s'agit de se lancer à fond dans ce qu'ils appellent le « changement », sachant qu'un échec politique de leur part est également, au plan individuel, un échec dans leur ascension sociale. Pour les réservistes, la situation est différente : le pouvoir engendrant un certain mécontentement et montrant son impuissance à changer quoi que ce soit, il s'agit de se montrer critiques par rapport à leurs camarades. Cela afin que l'on ne puisse les assimiler à ceux qui risquent de rester dans l'histoire comme les acteurs de l'échec socialiste. En quelque sorte, ils prévoient leur reconversion pour la reconquête du pouvoir politique qui, ils le pensent, échappera tôt ou tard au PS.

D'où les « fuites » sur le Conseil des ministres du mercredi 17 mars, fuites reprises par l'organe semi-officiel du Parti socialiste : *Le Matin*.

Peu après le congrès de Valence du PS, nous avons parlé des premières dissensions qui se faisaient jour entre les bureaucrates du Parti et les militants de base. Il apparaît aujourd'hui que ces dissensions remontent, pour les mêmes raisons, au niveau du personnel dirigeant.

La question qui se pose est de savoir s'il s'agit là d'une politique concertée et volontaire, ou s'il ne s'agit que d'une réaction primaire qui trouve ses racines dans le goût du pouvoir et le désir de reconversion de certains politiques.

En effet, il reste l'hypothèse qu'il s'agisse d'une politique concertée consistant à mettre en scène une attitude critique du PS par rapport au gouvernement, afin qu'aux prochaines élections le mécontentement ne bénéficie pas plus à leurs rivaux chiraquiens qu'à eux-mêmes.

Toujours est-il que c'est *Le Matin* qui est l'acteur de cette mise en scène et que la suite..., la suite sera racontée par l'histoire. Par la petite histoire.

Serge



Bref aperçu du mouvement antimilitariste en France

LES activités militantes de la majorité des divers groupes antimilitaristes en France sont en ce moment moins importantes que sous le règne de Giscard. A cela plusieurs raisons : la première est qu'effectivement la répression antimilitariste n'est pas aussi rigoureuse qu'avant le 10 mai, cela étant vrai uniquement pour les antimilitaristes, faux pour les soldats agissant au sein des comités, qui ont les problèmes de tout le monde connaît (emprisonnement, arrêts de rigueur, etc.). Cette relative absence de répression à l'encontre des antimilitaristes tient au fait que les textes de loi régissant la demande de statut d'objecteur, le service civil, la suppression des TPFA (Tribunaux permanents des forces armées), la Commission juridictionnelle (celle qui statue sur le sort des futurs objecteurs) ne sont pas encore fixés par l'Assemblée nationale car ils ne sont pas prêts. Malgré les nouveaux ordres de route envoyés aux insoumis ayant été amnistiés en juin 81, auxquels ceux-ci ne sont pas rendus, les poursuites ne sont pas encore fortement engagées. Pareil pour les objecteurs insoumis et autres réfractaires.

Les réfractaires doivent rester sur leurs gardes en attendant que le feu vert soit donné par le gouvernement aux autorités militaires pour repartir à la chasse aux antimilitaristes entrés dans l'illégalité.

Deuxième raison : certains collectifs, comme le CAJM (Collec-

tionnaire) et certains comités de lutte antimilitariste.

Pour nous, ce qui représente uniquement un changement de têtes était pour eux un moyen d'arriver peut-être à leurs fins. Le gouvernement les a chaleureusement remerciés de leur vote en créant une commission consultative, afin de préparer une nouvelle loi pour ce qui a trait à l'objection, et plus précisément au service civil. Cette commission, créée par Mauroy, est constituée de groupes antimilitaristes ou assimilés, tels que le MAN, MOC, OP20, UPF, MIR, les renvoyeurs de livrets, CLO-Paris, etc. Les organisations antimilitaristes et humanitaires présentes sont arrivées, après discussion, à se mettre d'accord sur les points suivants : objection pour tout motif (suppression de la Commission juridictionnelle) ; objection à tout moment ; le service national à six mois.

Il est à noter, comme le souligne le quinzomadaire *Objection*, que certains groupes étaient prêts à négocier un temps de service plus long que le service militaire, une répression contre les insoumis et déserteurs, et se prévalaient de représenter le « mouvement objecteur » dans son entier. Ces différents points ont été présentés à Joinet (ex-militant du PSU, ancien président de la Commission de contrôle sur le fichage, membre de la LDH et maintenant « conseiller technique » de Mauroy, de militaires et d'avocats). Affaire à suivre...



tif pour l'abolition de la justice militaire), ont effectué un travail qui se veut « une réponse au projet de loi du Parti socialiste » sur la suppression des TPFA (on en est loin aujourd'hui, puisqu'Hernu ne serait pas chaud pour leur disparition pure et simple). D'un côté, le CDLIM (Comité droits et libertés dans l'institution militaire), « filiale » de la Ligue des Droits de l'Homme, ne travaille plus qu'à pousser au cul le PS pour qu'il tienne sa promesse sur le service national à six mois. De l'autre côté, la LDH semble avoir totalement laissé tomber les insoumis et déserteurs. On est moins étonné quand on sait que la Ligue des Droits de l'Homme est composée à 75% de membres du PS et qu'Henri Noguère, président de la Ligue, est citoyen d'honneur de la municipalité de Villeurbanne, là où Hernu est élu député-maire.

Une autre raison est l'espoir de changement mis dans les élections présidentielles et qui ont amené à appeler à voter Mitter-

Toujours à propos de cette commission consultative, plus dure est la position de la coordination *Objection collective* d'Amplepuis, qui, elle, dénonce « toute discussion entre les associations et le gouvernement dans le but de mettre en place un règlement disciplinaire, les critères de « qualités » des objecteurs et leur pénalisation ». Le Mouvement *Objection collective*, lui, se démarque rigoureusement de ce qu'était le mouvement OP20 (autre mouvement d'objection collective) devenu, au fil du temps, un groupe de personnes (pour ceux qui y sont restés) qui voulaient trouver des solutions de démerde individuelle à une lutte qui était à l'origine collective, où toute revendication un tant soit peu antimilitariste avait disparu, se battant sur un terrain juridique de conciliation, cas par cas.

Les visées du Mouvement d'objection collective sont de continuer à ouvrir des brèches



juridiques sur le terrain de l'objection-insoumission.

Toujours dans le domaine de l'objection statutaire, les renvoyeurs de livrets militaires axent leur campagne sur l'obtention du statut en tant que réservistes.

Du côté des déserteurs, pas grand-chose : après Port et Giroud en 79, ensuite Negron, Caradee, Bolzer en 80, le GSD (Groupe de soutien aux déserteurs) reste silencieux, faute de déserteurs.

Côté insoumis, cela bouge déjà plus. Après le 10 mai, et voulant profiter de l'amnistie « large et généreuse » du président Mitterrand, les insoumis totaux gravitant autour de *Avis de Recherche* sortent de la clandestinité. Ils demandent clairement au pouvoir rose, lors d'une conférence de presse, qu'on remette les compteurs à zéro, c'est-à-dire une exemption, une réforme ou un arrêt pur et simple des poursuites. La suite fut moins spectaculaire car les nouveaux ordres de route arrivèrent et les ex-insoumis redevinrent insoumis. Des actions furent menées : fumigène lancé dans un congrès du PS, d'autres conférences de presse, jusqu'à mercredi dernier où deux collaborateurs d'*Avis de Recherche* ont, durant une conférence de presse tenue devant le ministère de la Défense, affirmé leur volonté de ne pas rentrer à nouveau dans la clandestinité, mais qu'ils continueraient la lutte insoumise à visage découvert. Cette conférence a aussi été pour eux l'occasion de présenter la sortie d'un livre sur l'insoumission, *Cavales insoumises*, une vue de cette lutte antimilitariste décrite par l'équipe d'*Avis de Recherche*, le livre étant édité par eux-mêmes.

Voilà un rapide tour d'horizon de l'activité militante du moment dans la mouvance antimilitariste. Est-il besoin de dire que beaucoup de groupes croient en l'efficacité de contacts consultatifs qui leur sont proposés par le gouvernement. La naïveté n'a pas de bornes et il peuvent toujours rêver. Quant à nous, inutile de dire que nous ne nous mêlerons pas à ces consultations. Ce n'est pas par décision du gouvernement et par sa bonne volonté que les anarchistes participeront à des commissions de consultation pour dire de quelle façon ils aimeraient être mangés. Hé, les partisans de la consultation, ne serait-il pas essentiel que l'antimilitarisme, s'il veut garder son véritable caractère, refuse de rentrer dans le jeu du pouvoir ?

Thierry

Une seule réforme à l'armée : sa suppression

« **A** U fond, la conquête n'est pas seulement l'origine mais aussi la plus grande aspiration de tout Etat qu'il soit grand ou petit, puissant ou faible, despotique ou libéral, monarchique, aristocratique et même socialiste, si l'idéal des socialistes allemands (un fort Etat communiste) venait à se réaliser... Parmi tous les Etats existants, il y a une guerre permanente et la paix ne peut être qu'un armistice. »

(Michel Bakounine)

La guerre est l'état permanent de nos sociétés, faisait déjà remarquer Proudhon au siècle dernier. A cela nous pourrions ajouter que le capitalisme et les impérialismes des Etats en sont les mandataires et les instigateurs à défaut de pouvoir toujours en être les bénéficiaires. A la guerre de classes à l'intérieur des nations et à l'échelle mondiale, correspond la guerre entre les Etats. Il ne s'agit pas de s'en émouvoir, il s'agit de s'engager résolument pour changer cet état de faits en s'attaquant aux conditions qui rendent cela possible. La folie des Etats n'est plus à prouver, la lutte pour la paix doit être synonyme de lutte contre toutes les armées.

Mais l'armée n'est pas un simple instrument de conquête et de brigandage tourné vers l'extérieur. Avant toute autre chose, elle est une force de conservation sociale solidaire de l'Etat et des classes possédantes. Que ce pouvoir militaire soit placé au-dessus ou au-dessous du pouvoir économique ou politique à proprement parler, importe peu. Son rôle de force de police contre l'« ennemi intérieur » reste sa principale raison d'être. Nationale, une armée ne l'est que de nom. Notre antimilitarisme (on ne le répètera jamais assez) ne peut pas être un simple fait circonstanciel, tactique, visant à « utiliser » dans un sens « progressiste » ou « réactionnaire » (l'étiquette ne compte pas) cette excroissance séparée de la société et parasitaire : l'armée.

Toute armée populaire renferme une contradiction dans ses termes et une mystification qu'il faut dénoncer, qu'il s'agisse de la version jaressienne de l'armée « démocratisée » composée de citoyens-soldats, ou de celle léniniste de « défenseur de la révolution ». L'armée ne peut pas remplir d'autre rôle que celui de réprimer, c'est l'institution militaire en bloc et toutes ses implications étatiques qu'il faut donc détruire. De ce point de vue, on peut considérer que les seuls antimilitaristes conséquents sont les anarchistes. Pour nous, notre engagement antimilitariste découle du refus de nous plier aux institutions de « mort » de notre société. L'antimilitarisme anarchiste est d'abord un choix de liberté. Il ne faut pas s'étonner si l'antimilitarisme constitue avec l'antiparlementarisme un des deux pôles d'action privilégiée de la propagande anarchiste. De même que pour l'abstentionnisme, la lutte contre l'armée, dans la mesure où elle s'attaque directement à un rouage essentiel de l'appareil de l'Etat, est indissociable de notre lutte globale. Cette constante se retrouve tout au long de l'histoire de notre mouvement avec des formes et des caractères spécifiques dictés par les circonstances et les époques, mais toujours cohérente avec elle-même. Toujours, notre lutte contre les institutions militaires à partir d'une analyse de classe s'est doublée de la lutte, tout aussi nécessaire, contre les discours autoritaires, patriotiques ou religieux, visant à les justifier. Combat culturel qui oppose des valeurs de justice et de liberté à celles avilissantes et serviles véhiculées par le militarisme ; combat d'autant plus nécessaire que la dignité de l'homme est partout bafoyée.

Une seule réforme de l'armée : sa suppression.

M.G.



A l'instar d'un socialisme qui n'est qu'un capitalisme d'Etat, d'une dictature du prolétariat qui ressemble à s'y méprendre à une dictature sur le prolétariat et d'un bilan globalement positif dont chacun sait aujourd'hui qu'il est globalement négatif, le mouvement pacifiste qui existe au-delà du rideau de fer est d'un genre un peu particulier. D'un genre plutôt orienté, pour tout dire !

La paix pour le mouvement pacifiste est-européen est en effet menacée exclusivement par les futurs Pershings US, par la course aux armements menée par l'OTAN et par les manœuvres de toute sorte de l'impérialisme américain. Les SS 20, les divisions du Pacte de Varsovie... ne sont qu'une réponse à la menace que l'impérialisme américain fait peser sur la paix. Et quant à l'invasion en Afghanistan, au coup d'Etat militaire en Pologne, à l'expansionnisme soviétique ou à la militarisation tous azimuts de la société communiste, inutile de préciser qu'il est hors de question qu'il puisse en être question !

En clair, le pacifisme est-européen est un pacifisme à sens unique, étriqué, merdeux et pas crédible pour deux ronds. Solidement encarté, encadré et enrégimenté, il s'inscrit pour l'essentiel dans une perspective propagandiste et son misérabilisme est patent.



AFP

Qu'on ne s'y trompe cependant pas : si le mouvement pacifiste est-européen n'a pas l'ombre d'une chance de convaincre qui que ce soit, il ne faudrait pas pour autant en conclure qu'il est condamné à dépérir lentement. Sa fonction, à l'intérieur du système où il évolue, est trop importante pour qu'une telle issue soit tolérée.

Le mouvement pacifiste est-européen, en effet, est une formidable machine de guerre au service exclusif d'un parti-Etat. Pour faire pression sur l'impérialisme américain et son opinion publique, bien sûr ; mais également comme caution morale d'un système expansionniste qui enracine son existence dans la division du champ social en deux secteurs bien délimités : la société civile, son inefficacité chronique, sa bureaucratiation, ses pénuries... et le complexe militaro-industriel, performant, rationnel et opulent.

Dans ces conditions, le pacifisme à la mode du fascisme rouge ne sert à rien d'autre qu'à endormir le populo et à légitimer, autant que se peut, la militarisation croissante du système socio-économique dominant. De là la contradiction apparente entre le discours et la réalité. De là également les risques permanents de dérapages d'une telle stratégie. Parler de paix, même à voix basse et de manière cynique et sinistre, c'est quand même prendre le risque d'être entendu, cru, ou pire... pris au mot !

Et c'est bien de cela qu'il s'agit actuellement au royaume du totalitarisme. En Allemagne de l'Est, en particulier, un mouvement pacifiste en rupture avec l'officiel est en train de se constituer, et tout indique qu'il n'est pas à l'aube de s'éteindre. Tout a commencé avec « l'appel de Berlin » lancé le 25 janvier 1982 par le pasteur de Berlin-Est, Rainer Eppelmann. Ce texte, circulant actuellement sous forme de pétition, a déjà recueilli un grand nombre de signatures et son contenu à de quoi inquiéter sérieusement les autorités est-allemandes. En premier lieu, il demande la dénucléarisation de l'Europe et à tout le moins l'évacuation de toutes les armes atomiques d'Allemagne de l'Ouest... et d'Allemagne de l'Est. Ensuite, il demande le retrait du soldat allemand des troupes d'occupation française, britannique, américaine... et russe, ce retrait faisant suite à la signature d'un traité de paix entre les ex-alliés de la dernière guerre et l'Allemagne. Enfin, il met en avant un certain nombre de revendications à l'odeur forte d'antimilitarisme. En tête de ces revendications figure la demande d'un service civil pour les objecteurs de conscience. Actuellement, il existe un service spécial pour ceux qui refusent de porter les armes, mais il s'effectue dans des « unités de construction », avec vie en caserne et discipline militaire à la clef. L'appel de Berlin quant à lui demande la « démilitarisation » de ce service. Ensuite, les autres revendications s'articulent autour de l'arrêt des démonstrations de la puissance militaire, de la production et de la vente de jouets guerriers et de l'entraînement militaire dans les écoles.

Bref, en un mot comme en cent, l'appel de Berlin sort des sentiers battus et rebattus du pacifisme à la petite semaine qui prévaut depuis toujours dans l'empire des nouveaux tsars et chez ses satellites. Et le plus « inquiétant », c'est qu'il ne s'agit pas seulement d'une pétition ou de quelques hooligans de dissidents rêvant tout haut. Des groupes de rock pour la paix, un « forum de la paix » tenu samedi 13 février 1982 dans l'église Kreuzkirche de Dresde et même une marche pour la paix réunissant, ce même 13 février à Dresde, six mille manifestants témoignent de l'ancrage de cette nouvelle forme de pacifisme dans l'opinion publique et la jeunesse. Et comme l'église évangélique est-allemande a décidé de s'investir à fond dans cette dynamique, l'Etat-parti n'a pas fini d'en baver avec un mouvement qui va de plus en plus cristalliser toutes les dissidences.

Pour l'heure, le pouvoir ne sait pas trop sur quel pied danser face à cette montée de la dissidence pacifiste. Le pasteur Eppelmann, arrêté et interrogé après la tenue du forum sur la paix, a été relâché sans qu'aucune poursuite judiciaire n'ait été engagée contre lui. Le forum sur la paix et la marche pour la paix, bien qu'interdits, n'ont pas été troubles ou réprimés par la police. En clair, l'Etat-parti hésite sur l'attitude à adopter devant un mouvement qui s'intensifie à la vitesse grand V. Intervenir brutalement et réprimer à tour de bras, c'est faire apparaître au grand jour la contradiction entre le discours officiel et la réalité. C'est également prendre le risque de se couper encore un peu plus des masses et cette-fois-ci dans le cadre d'un rapport de force qui n'est pas en faveur de l'Etat-parti. Mais, tolérer le développement de cette dissidence pacifiste dynamisée par l'église évangélique, c'est d'un autre côté reculer pour mieux sauter tant le pacifisme, celui-là en tout cas, est incompatible avec la réalité du fascisme rouge. Une situation à la polonaise donc qui, à court ou moyen terme, risque d'avoir la même issue, c'est-à-dire la progression de la dissidence, mais également et surtout l'isolement de la Nomenklatura sur le plan intérieur et extérieur.

De quoi espérer, donc. De quoi faire réfléchir les pacifistes frileux qui s'épanouissent en Occident. De quoi inciter ceux qui militent pour un pacifisme digne de ce nom à persévérer pour qu'enfin, par-delà et contre les frontières, les Etats et les partis, les hommes puissent enfin vivre à la fois dans la paix... et la liberté.

Jean-Marc RAYNAUD

LES MENTEURS

I l faut le dire parce que c'est la vérité, l'ampleur de la vague pacifiste qui a déferlé sur l'Europe occidentale en octobre et novembre 1981 a surpris tout le monde. Les tenants du pouvoir, bien sûr. Mais également les pacifistes.

Jusqu'à l'an passé, en effet, les pacifistes, malgré tous leurs efforts, parlaient dans le désert. Certes, la plupart des gens, pris individuellement, se déclaraient partisans de la paix, mais très peu ressentait le besoin de se « battre » pour imposer cette aspiration et la faire entrer dans les faits. Isolés, marginalisés, les militants pacifistes l'étaient donc à plus d'un titre. Et puis crac, le 10 octobre 1981 à Bonn, trois cent mille manifestants pour la paix descendaient dans la rue. Le 24 octobre, à Londres, ils étaient deux cent mille ; le 25 octobre, à Paris, trois cent mille et le 21 novembre, à Amsterdam, trois cent mille. Qu'avait-il bien pu se passer ? La grâce du pacifisme venait-elle par on ne sait quel miracle toucher les foules ? Était-ce l'amorce d'une opposition de masse à la guerre, aux armées, aux nationalismes ?... Le pacifisme était-il à l'aube de submerger le vieux monde ?

A l'origine de ce vaste mouvement pour la paix, il y a — il faut le savoir, car tout ou presque est là — la décision américaine de fabriquer des bombes à neutrons — qui seraient utilisées sur un éventuel champ de bataille européen — et d'installer sur le sol allemand des fusées nucléaires Pershing II et des missiles de croisière. De là, la révolte légitime de la jeunesse allemande qui refuse que l'Allemagne serve de terrain expérimental pour un conflit nucléaire limité ! De là, la révolte de la jeunesse européenne qui refuse de voir l'Europe supporter seule le poids d'un affrontement entre les deux grands !

Cette révolte, on le voit, présente tous les signes d'un refus radical de la guerre nucléaire et même de la guerre tout court. A priori, nous pourrions donc nous en réjouir et à tout le moins faire montre de sympathie à son encontre. Hélas, trois fois hélas, il est un certain nombre de choses dans ce déferlement pacifiste qui font que nous refusons de nous laisser embarquer dans sa dynamique. En clair, le pacifisme tel qu'il s'est manifesté ces derniers mois est loin de nous enthousiasmer. Pire, nous pensons qu'à bien des égards il pue carrément de la gueule. Expliquons-nous.

Tout d'abord, et contrairement aux manifestants de Bonn, Londres, Paris ou Amsterdam, nous avons la faiblesse de croire qu'en Europe la paix est menacée tout à la fois par les futurs Pershings américains et par les actuels SS 20 soviétiques. En conséquence, si nous sommes d'accord pour dénoncer les projets américains, nous ne sommes pas d'accord pour nous en tenir là. Nous pensons que la menace étant le fait de l'impérialisme américain et de l'impérialisme soviétique, pour évacuer cette menace il convient de se battre simultanément contre les futurs Pershings américains et les actuels SS 20 soviétiques. De toute évidence, tel n'était pas le langage des masses pacifistes de l'automne dernier. Etrange. Les missiles américains, seuls, étaient désignés à la vindicte populaire. Difficile, donc, pour nous, d'accepter ce genre de discours. Et quant au slogan « plutôt rouges que mort », est-il besoin de préciser qu'il est absolument hors de question que nous puissions nous y rallier. La paix, oui, le désarmement, oui, mais pas à sens unique et à pas à n'importe quel prix, ou alors il s'agit de la paix des lâches et des esclaves.

Ensuite, et ceci explique peut-être cela, la convergence entre



ET LES PLEURNICHEURS



les PC occidentaux et la jeunesse pacifiste est lourde d'ambiguïtés, et de manipulations. Qu'on ne s'y trompe pas, en effet ; même si la grande masse des pacifistes n'a rien à voir avec les fascistes rouges, ces derniers disposent d'outils organisationnels et financiers tels que leur poids pèse lourd dans la balance de l'orientation stratégique du mouvement. Le conseil mondial pour la paix, qui est une « créature » de l'URSS, s'est, par exemple, investi à fond dans le mouvement de cet automne. Et ce n'est pas rien. En septembre 1980, à Sofia, le « parlement mondial des peuples pour la paix » réunissait 2 260 députés de 137 pays représentant 100 organisations internationales et plus de 3 000 organisations nationales non gouvernementales. Ça compte. Cela signifie une énorme machine, beaucoup de gens et beaucoup d'argent. Et tout cela au service d'une stratégie qui, elle, est sans ambiguïté. Dans une interview publiée dans *Libé* du 25 octobre 1981, Kati Hannikainen, Finlandaise et coordinatrice du secrétariat du Conseil mondial de la Paix (l'exécutif véritable de ce conseil), déclarait notamment : « Nous savons bien qu'il y a des arsenaux militaires des deux côtés. Nous lutons pour un désarmement général et nous sommes contre les missiles des deux côtés... mais nous sommes convaincus que ce sont les Etats-Unis qui sont responsables de la course aux armements. L'URSS ne fait que suivre, et elle aurait bien tort de ne pas le faire. » Et en core : « Nous n'avons pas condamné l'intervention soviétique en Afghanistan, mais nous ne l'avons pas soutenue... D'ailleurs, je crois qu'on a mal compris ce qui s'est passé là-bas et que l'avenir dans cette partie du monde montrera que l'action so-

viétique était peut-être bien nécessaire. » Bref, en s'alliant avec les laquais de l'impérialisme soviétique sur la base de la seule dénonciation de l'impérialisme américain, le mouvement pacifiste est mal barré et, manipulé ou non, il place son combat sous le signe lamentable de la « finlandisation ».

Enfin, et c'est le troisième volet de notre réticence par rapport au mouvement pacifiste de cet automne, nous déplorons l'absence totale de référence à l'antimilitarisme et à la révolution. La paix, oui ! Mais dans le cadre du capitalisme privé ou d'Etat, dans le contexte de l'exploitation et de l'oppression de l'homme, et sans refus de l'armée, de la police, de la justice, de l'Etat... non ! Pour nous, en effet, être pacifiste c'est à l'évidence être pour la paix, mais sûrement pas n'importe laquelle. Et nous allons plus loin. Pour obtenir la paix, nous pensons qu'il nous faudra au préalable gagner la guerre de classes, anéantir le capital, l'Etat, l'armée et tout ce qui relève de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme.

En conséquence, nous sommes loin d'être débordants d'enthousiasme par rapport à la vague pacifiste. Nous refusons son analyse d'une menace sur la paix qui serait le fait exclusif de l'impérialisme américain. Dans cet ordre d'idée, nous déplorons que le 22 novembre à Bonn il n'y ait eu que 12 000 manifestants pacifistes pour accueillir le führer Brejnev, alors qu'avec ses SS 20 et l'invasion de l'Afghanistan, il représente lui aussi une menace sérieuse pour la paix. Où étaient donc passés les 300 000 « pacifistes » du 10 octobre ? De plus, nous refusons de nous acoquiner avec les laquais de l'impérialisme soviétique pour mener un combat pour la paix. On ne se bat pas

pour la paix avec les ennemis de la paix. Pas d'alliance, donc, avec les fascistes rouges ni bien sûr avec les fascistes bruns. Et pour conclure, nous pensons que parler de paix sans poser le problème de la révolution sociale est rigoureusement sans intérêt du point de vue de la lutte que nous menons contre l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme.

Bien sûr, loin de nous l'idée de croire que tous les pacifistes de cet automne souffrent de toutes les insuffisances que nous venons d'évoquer. Le 24 octobre à Paris, sur le parvis de Beaubourg, l'Union pacifiste et l'Internationale des résistants à la guerre tenaient un tout autre langage et témoignaient de l'existence d'un pacifisme digne de ce nom. N'empêche, dans leur écrasante majorité, les manifestants de Bonn, Paris, Londres ou Amsterdam se battent pour une paix d'un genre bien particulier. Une paix ambiguë, à sens unique, synonyme d'acceptation de l'acceptable, d'allégeance à l'impérialisme soviétique et un peu trop pacifique à notre goût vis-à-vis de l'Etat, de l'armée et du capital.

Et on s'en sera rendu compte, cette conception de la paix n'est pas la nôtre. C'est celle des menteurs professionnels qui pullulent dans les officines de toutes sortes de l'impérialisme soviétique et des pleurnicheurs qui marchent à leurs côtés ou qui les suivent.

A l'heure où les Polonais se battent contre le fascisme rouge et où à l'Est on peut noter l'émergence d'une dissidence pacifiste, il est dramatique à plus d'un titre qu'à l'Ouest les menteurs et les pleurnicheurs impriment si fort leur empreinte dans la chair du mouvement pacifiste ouest-européen.

Jean-Marc RAYNAUD

« **D** IS-LEUR que tu n'as pas le temps de faire la guerre, que tu as mieux à faire ! Réserve, près de chaque ville de la terre, une enceinte entourée de murs, derrière lesquels les diplomates et les maréchaux n'ont qu'à s'entretenir à coups de revolver ! »

(« Ecoute petit homme », Wilhelm Reich)

Comment peut-on être pacifiste ? Il est visible que les motivations pour lesquelles on peut être pacifiste sont diverses. Evidemment, je veux parler des raisons pour lesquelles on est vraiment pacifiste. Le pacifisme est foncièrement un mouvement populaire ; il ne s'agit donc pas d'un mouvement qui simplement inscrit la paix à son programme, la situant comme conséquence ultime d'un consensus idéologique. Ainsi, nous ne considérons pas le « Mouvement de la Paix » (excroissance des PC) comme un mouvement pacifiste. A leur manière, des organisations comme « Citoyens du Monde » ont un raisonnement similaire. Non, la paix ne s'installera pas du fait qu'il n'y aura plus qu'une seule super-puissance. En réalité, le pacifisme est une lutte radicale, dans ce monde où la plupart des pays consacrent au minimum 1/5^e de leur budget à l'armement.

Certes, les pacifistes sont tous d'accord sur un point fondamental : la guerre est horrible, absurde ; ceux qui s'entretenant n'ont aucune raison personnelle de le faire, ils n'ont que des ordres venant d'obscurs personnages qui, eux, ont des intérêts personnels... Il faut ajouter à cela que de nos jours les armes sont telles qu'elles font toujours plus de victimes parmi les civils que parmi les militaires. Un deuxième point est fondamental : seule une lutte radicale peut un jour être victorieuse. Cependant, si l'on regarde d'un peu plus près, on rencontre parmi les pacifistes des chrétiens et des anarchistes (anticléricaux), des violents et des non-violents...

Le pacifisme des chrétiens est simplement issu du commandement « Tu ne tueras pas » (commandement d'ailleurs si peu équivoque que tous les chrétiens devraient, logiquement, être pacifistes...). Les chrétiens non violents s'inspirent en outre du Sermon sur la Montagne. Quant aux anarchistes, le pacifisme est pour eux la lutte contre une institution exploiteuse et criminelle, pour une liberté optimale pour chacun.

NON-VIOLENCE, RELIGION ET PACIFISME

Les non-violents sont parfois chrétiens, parfois anarchistes, toujours pacifistes. Si l'on conçoit le pacifisme comme étant la lutte pour la paix, la non-violence est bien plus : elle est une véritable éthique, le pacifisme en est seulement un aspect. En effet, le monde étant plus ou moins violent dans tous ses aspects, la non-violence est une position foncièrement radicale : les non-violents la considèrent même comme la seule qui soit véritablement révolutionnaire.

L'opposition non violente à l'Etat — la non-violence anarchiste — s'exprime par la « désobéissance civile » qui est ni plus ni moins l'action directe non violente. Cela consiste par exemple à ne pas payer d'impôts (du moins d'impôts sur le revenu) (1). Cela consiste aussi (en France, seulement pour les hommes) à refuser le sacrifice d'un an de son existence à subir un endoctrinement notoirement superflu. Il s'agit évidemment d'actes individuels et toute la difficulté consiste en ce que ces actes individuels soient un acte collectif. En effet, l'Etat (les Etats) peut facilement exercer une répression sur des individus isolés ; il n'en est pas de même si ceux-ci sont suffisamment nombreux pour faire face. On peut remplir les prisons, les hôpitaux psychiatriques, les stades même de plusieurs centaines de milliers de personnes, pas de plusieurs dizaines de millions. La non-violence a — théoriquement — tous les atouts de son côté ; elle n'a contre elle que le plus important de tous : le nombre de ses partisans. La composante non violente est même assez minoritaire aujourd'hui, dans un mouvement pacifiste lui-même bien faible. Ainsi, des personnes d'horizons très divers se retrouvent sur le même terrain de lutte, pour la paix, contre l'armée. On a déjà vu, en particulier à l'occasion de la guerre d'Algérie (la proximité du danger éveille la révolte), un certain nombre de personnalités cléricales prendre totalement parti pour les objecteurs et les déserteurs (2). Nous voyons ici une lutte dans laquelle se rejoignent des courants de pensée divers et parfois (à d'autres égards) antagonistes. En outre, les événements qui se produisent actuellement dans le monde nous montrent bien qu'aujourd'hui la lutte pacifiste ne peut être que pertinente dans un contexte globalement carcéral et sanglant : en quel(s) pays les droits de l'homme ne sont-ils pas violés ; en quel(s) pays ne produit-on pas d'armements ? Renvoyeurs de livrets militaires, objecteurs, objecteurs-insoumis, insoumis totaux, chômeurs plutôt que travailler pour l'armée : tous ont la même haine de l'armée et engagent leurs existences dans la lutte.

Gaspard PROUVAL

(1) Une initiative fut déjà lancée, peu suivie, pour déduire des impôts un pourcentage égal au pourcentage du budget de la défense dans le budget national.

(2) On notera qu'aujourd'hui le « Tu ne tueras pas » ne leur sert plus qu'à condamner l'avortement.

Venez nombreux à la manifestation antimilitariste
du 27 mars, 14 h 30 à la Place de la Bastille, à Paris

TUEURS PAR PROCURATION

L'ÉTÉ dernier, pour sa première visite au salon de l'aéronautique du Bourget, le président Mitterrand demanda que l'armement soit retiré des avions. Cette résolution humaniste dura 24 heures. Depuis, le gouvernement a su s'adapter sans trop de problèmes de conscience à son rôle de marchand de canons.

Il a donc décidé, dans un premier temps « d'honorer » les engagements pris par le gouvernement précédent, à l'exception du Chili dont la livraison de chars AMX 30 a été suspendue et de la République sud-africaine à l'encontre de laquelle il respecte l'embargo de l'ONU. Depuis, et à plusieurs reprises, le ministre de la Défense, le socialiste Henu, joue commerçant consciencieux. Il traverse le globe en tous sens pour proposer ses services technologiques en matière d'armement, et le moindre marché le réjouit ! La situation commerciale de la France est pour lui plus facile. Il est à la fois actionnaire, vendeur et acheteur. Cela est bien sûr, pour l'occasion, enrubanné de belles déclarations (défense nationale, sauvegarde de l'emploi, liberté, paix ?...), mais la conclusion est toujours la même : nouveaux projets et nouvelles commandes. Parmi celles-ci, un des plus gros morceaux est bien sûr le septième sous-marin nucléaire lance-missiles nouvelle formule, pour lequel 100 millions de francs d'autorisation de programmes sont prévus pour permettre à ce sous-marin d'entrer en service vers 1994. Parmi tous les gadgets meurtriers que va consommer l'armée française, un me semble l'exemple-type : c'est l'AMX 30 B2. Ce char, dont les premiers exemplaires ont été distribués le 14 janvier dernier est un « char de transition auquel il faut rapidement trouver un successeur. » Dans la logique militaire (sic), il n'est déjà guère intéressant car technologiquement, à sa sortie, il est inférieur aux chars allemands, américains et soviétiques déjà en service. Son gros intérêt est de permettre une accumulation de profit importante. L'AMX 30 B2, qui sera dès 1990 envoyé à la casse car remplacé, coûte neuf, avec ses recharges, 8 millions de francs ; la refonte d'un AMX 30 en B2 coûte 6 millions de francs ; l'armée française recevra 271 AMX 30 B2 et 730 AMX 30 reconstruits, soit une transition de 8 milliards de francs. On le voit, le complexe militaro-industriel est un très bon terrain d'accumulation permanente du capital. Il offre des possibilités d'investissements extrêmement larges et des profits en conséquence. Ce faisant, il renforce socialement les pouvoirs d'une minorité possédante en lui attribuant des capacités de destruction démesurées.

Si nous retenons que la militarisation se définit comme la suppression des frontières entre les domaines civils et militaires, les développements toujours de plus en plus importants du complexe militaro-industriel qui justement dispersent ses frontières, nous font assister à une militarisation de l'économie. Les barrières entre temps de paix et temps de guerre sont réduites.

À la fin de la dernière guerre, une partie des moyens économiques mis à la disposition des militaires fut reconvertie pour la production de biens civils. C'était un retour aux anciennes productions civiles. Aujourd'hui, le développement de l'économie moderne associée à la course aux armements a amené de nombreuses entreprises à créer ou à étendre leur secteur de production militaire. Ces usines et ateliers n'ont jamais produit de biens civils auparavant. Ils ont été créés exclusivement pour la production militaire ; c'est donc une militarisation de l'économie. De plus, chaque arme nouvelle est suivie d'un « contre » technologiquement su-

périeur qui amène à son tour une arme plus sophistiquée, et ainsi de suite... et cela à une telle vitesse que l'on peut se demander si cette course aux armements n'a pas en partie remplacé le rôle de consommation forcée et de stérilisation du capital, fonction qui revenait précédemment à la guerre.

Aujourd'hui, l'interpénétration entre l'économie, l'Etat et l'appareil militaire a atteint un degré auquel on ne pouvait pas encore songer en 1918. La production à des fins militaires est devenue l'une des bases permanentes de toute la vie économique, et ceci aussi bien dans les grands pays capitalistes que dans les petits, et que dans les socialismes d'Etat. » (Naville, *L'Armée et l'Etat en France, Cahiers d'étude socialistes*, page 31).

Le gouvernement français, pour relancer l'économie, a donc décidé dans un premier temps, car d'autres projets militaires sont en préparation (bombe N ?), de mobiliser l'industrie d'armement française sur cinq programmes : le septième sous-marin nucléaire, le Mirage 2000, le missile MICA, un hélicoptère anti-char et un char. Ces décisions militaro-industrielles ont des conséquences économiques très importantes et conditionnent l'activité de plusieurs centaines de milliers de personnes si l'on comptabilise les nombreux sous-traitants de chacun des secteurs du tableau (Dassault à lui seul fait travailler près de 4 000 sous-traitants). Ce sont des milliers d'emplois et d'heures de travail qui y sont associés.

« La militarisation de l'économie de ne joue pas uniquement dans le domaine de la production ou du système productif dans son ensemble ; elle se manifeste aussi dans celui de la commercialisation. Autrement dit, il ne s'agit pas seulement d'orienter ou de garantir la production, il faut encore qu'elle soit une source de profit, c'est-à-dire qu'elle soit vendue... Elle se couple avec tout le système bancaire et financier qui, lui aussi, sait tirer parti des profits de la production militaire. Double profit, soit en étant directement partie prenante dans les sociétés de commercialisation, soit en débloquent des crédits, crédits d'autant plus sûrs qu'ils reçoivent toutes les garanties de l'Etat pour les remboursements. L'Etat de son côté garantit ces industries en se portant client ou en s'engageant à en trouver ». (La France militarisée, Brachet, Pons et Tachon, page 35).

Chaque sommet franco-allemand porte depuis plusieurs années sur la possibilité d'une fabrication commune d'un char et d'un hélicoptère anti-char. Cette coopération, vu les débouchés qu'elle offre, est jugée très importante sinon fondamentale pour l'industrie française. Un nouveau char, c'est du travail pour le GIAT. Ainsi à Roanne, dans l'établissement où l'on fabrique et monte en séries les blindés, plus de 3 000 personnes sortent chaque année 450 à 500 chars dont 40% sont destinés à l'exportation. En 1981, le chiffre d'affaires de l'usine de Roanne est de 2,1 milliards de francs... Un char franco-allemand avec la réputation internationale dans l'armement de ces deux pays, quel marché !

Un des avantages que l'Etat français tire de la militarisation, c'est le renforcement de son impérialisme. L'un des biais, en dehors de la présence militaire directe, pour maintenir des pays dans une étroite dépendance, c'est les ventes d'armes. Pour elles, d'une part on obtient des rentrées de devises et l'on rentabilise au maximum nos usines d'armement, d'autre part, on renforce militairement le pouvoir des régimes en place qui sont le plus souvent fort dévoués.

Le rôle de la militarisation apparaît aujourd'hui de plus en plus clair. Si elle s'avère un moyen relativement

sûr pour pallier, dissimuler ou repousser momentanément l'émergence des contradictions capitalistes sans jamais les résoudre, elle développe également de nouvelles contradictions. On peut se demander si elle jouera encore longtemps ce jeu. Lutter contre la militarisation, refuser la course aux armements et les ventes d'armes, vouloir la cessation de leur fabrication, c'est aussi réfléchir pour pouvoir, dans une autre société, convertir les industries d'armement vers une production socialement utile.

Bernard ANDRÉ

Le chiffre d'affaires des principales sociétés françaises (en millions de francs)

	CA total (HT)	CA armement (HT)	Effectifs armement
SECTEUR AERONAUTIQUE			
Snias	9 503	6 181	21 000
Dassault-Breguet	5 697	5 165	12 900
Snecma	2 291	1 802	7 700
Turboméca	939	438	3 400
Société européenne de propulsion	923	484	1 500
Ateliers industriels de l'aéronautique	293 (1)	293 (1)	2 800
Matra	1 794	1 047	3 000
SECTEUR TERRESTRE			
Manurhin (contrôlé par Matra)	638	470	2 300
Luchaire	904	290	1 300
Thomson-Brandt	4 021	473	1 300
Panhard	569	569	600
Groupement industriel des armements terrestres	3 386 (1)	3 343 (1)	17 000
SECTEUR NAVAL			
Constructions mécaniques de Normandie	621	621	800
Arsenaux de l'Etat	4 979 (1)	4 602 (1)	28 000
SECTEUR ELECTRONIQUE			
Thomson-CSF	6 007	2 853	15 000
Electronique Serge Dassault	727	624	1 900
SECTEUR POUDRES			
Société nationale des poudres et explosifs	981	651	3 800

Ces évaluations (en millions de francs) ont été établies à partir des dernières statistiques comparatives de 1977, renseignements publiés en octobre 1979 par la Commission des finances de l'Assemblée nationale.

(1) Le chiffre d'affaires est exprimé toutes taxes comprises.

Les exportations françaises d'armement en 1980 par branches (en milliards de francs)

	CA total (HT)	CA export armement (HT)	% des exports dans le CA
Production française d'armement	58,7	23,4	40 %
Industrie aérospatiale	35,2	14,7	42 %
Equipements aéronautiques	7,5	3,2	43 %
Electronique professionnelle	16,3	6,5	40 %

En 1980, les commandes de matériels d'armement à l'exportation se sont élevées à 37,3 milliards de francs. Le montant des commandes pour la période du premier semestre 1981 peut être estimé à environ 20 milliards de francs.

(Source : Tome 1, projet de loi de finances pour 1982.)

Quelles perspectives pour la lutte antimilitariste



C'EST dans un climat de confusionnisme extrême qu'il faut remplacer notre analyse des luttes antimilitaristes afin d'en déduire les axes cohérents de notre combat.

L'orientation de la lutte

Il ne s'agit pas, pour nous, de dénigrer les différents mouvements antimilitaristes actuels, mais de les remettre simplement à leur véritable place, car la question de fond se trouve bien là : c'est la manière même dont ces luttes seront menées

qui est déterminante et qui marque la frontière entre un antimilitarisme à la petite semaine et un combat s'inscrivant clairement dans une problématique révolutionnaire. L'amélioration des conditions de vie des appelés, la réduction de la durée du service ne changeront en rien le rôle véritable de l'institution militaire qui sert à renforcer l'interiorisation des valeurs bourgeoises dans la tête des appelés et qui est surtout le bras armé de l'Etat dans sa fonction de défense des privilèges.

On se souvient de la lutte menée par notre camarade Louis Lecoin pour arracher le statut d'objecteur à cette vieille crapule galonnée de de Gaulle. Ce statut, banal et remis en cause par de nombreux objecteurs et insoumis, a pourtant permis de faire largement connaître l'existence d'un mouvement antimilitariste demeuré jusqu'alors très marginalisé. Mais

depuis, nous avons vu fleurir toutes les nuances d'une objection religieuse et humaniste qui l'ont enlisé dans les marais férides de la bonté larmoyante. Seule, la pratique de l'insoumission à l'affectation a permis de conserver au statut d'objecteur son caractère profondément antimilitariste. Un clivage du même type s'est opéré au sein de l'OP20 (objection collective) qui a opposé très nettement deux conceptions différentes, l'une se limitant à revendiquer l'élargissement des conditions d'obtention du statut, tandis que l'autre voyait dans l'OP20 le moyen de s'attaquer directement à l'armée en tant qu'institution.

Il en va de même dans les comités de soldats. Ceux-ci peuvent en effet se limiter au combat réformiste pour l'amélioration du contenu de la gamelle, les transports gratuits, la construction d'un syndicat de soldats, ou la réduction du service mi-

litaire à six mois. Mais ils peuvent aussi servir de pôle de regroupement pour tous les appelés qui, se retrouvant enrégimentés, veulent poursuivre leur combat malgré tout.

La globalisation des luttes

De plus, les comités de soldats, l'objection, etc., ne sont pour nous que des points de départ particuliers pour notre propagande qui vise la destruction définitive de l'armée et qui est reliée à un combat global contre toutes les structures répressives autoritaires et aliénantes de la société actuelle. Et c'est seulement en se rattachant à la lutte révolutionnaire globale que le mouvement antimilitariste sortira de l'impasse où l'ont entraîné le réformisme et le confusionnisme les plus plats.

P.B.
(Gr. Kropotkine)

La question du droit d'asile a toujours été étroitement liée en RFA aux rapports politiques et sociaux. Quand, à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, on introduisit le droit d'asile dans la Constitution allemande — droit peu reconnu par les Constitutions des autres pays — cela équivalait à une espèce de réparation morale, à un changement dans la politique ouest-allemande dont on se servait à des fins de propagande en ces temps où la séparation entre les deux Allemagnes devenait de plus en plus évidente.

Dans les années 50 et 60, les fuyitifs des pays du Pacte de Varsovie étaient des exemples prisés de l'oppression et de l'affranchissement au-delà du Mur. La fuite devant le communisme suffisait à elle seule à justifier l'action d'utilité publique des politiciens et des organismes de bienfaisance.

Le nombre des réfugiés varia peu dans les années 70. Puis, de plus en plus, des gens affluèrent des pays du Tiers-Monde. La plupart étaient originaires de pays dont le système politique et économique reposait entièrement sur l'exportation (Afrique occidentale, Afrique du Sud, Pakistan, Turquie). Le décuplement des demandes d'asile (5 000 en 1972, plus de 50 000 en 1980) contraignit le gouvernement à prendre des mesures qui, d'une part, maintenaient l'image de marque d'un Etat libéral sur le droit d'asile, et qui, d'autre part, limitaient suffisamment le nombre des réfugiés pour ne pas avoir recours à des rouages administratifs coûteux.

R.F.A.

La suppression du droit d'asile

Jusqu'au début des années 70, les réfugiés étaient parqués dans le camp de Zirndorf et devaient soumettre leurs demandes à une « commission de discussion ». La procédure pouvait durer jusqu'à cinq ans. Pendant ce temps, on délivrait une autorisation de travail au réfugié. Quand le droit d'asile était refusé, le réfugié pouvait encore réclamer un visa de séjour. Cette pratique laissait suffisamment de champ libre à l'arbitraire et à l'éviction. Le nombre des refoulés était relativement faible, surtout parce que la plupart des fuyitifs venaient des pays de l'Est.

A partir de 1975, toujours plus de gens affluèrent des pays du Tiers-Monde. Suite à cette « vague de réfugiés », le camp de Zirndorf ne suffisait plus. Les réfugiés furent alors répartis sur l'ensemble du territoire. Pour éviter l'accroissement de leur nombre, on supprima les commissions de discussion et le droit d'appel en cas de refus d'asile. Les réfugiés se retrouvaient donc sans défense, mais cela ne suffisait pas à les faire renoncer à la RFA. Ainsi, en 1979, le Parlement vota une loi applicable jusqu'en 1983, stipulant qu'en cas de refus du droit d'asile, le refoulement pouvait intervenir aussitôt et que l'attribution d'une carte de travail, valable au moins une année dans certains Länder, ne pouvait se faire qu'à la fin de la procédure. A cela s'ajoute le fait que les autorités douanières auxquelles les réfugiés ont affaire en premier lieu ont acquis, en l'occurrence, le grade de première juridiction. Ces autorités peuvent décider si la demande d'asile « va à l'encontre du droit » et refouler ainsi les candidats à la frontière. On a introduit également l'obligation du visa pour limiter les contingents de réfugiés de certains pays (Ghana, Ethiopie, Afghanistan, Sri Lanka). Le droit d'asile politique était supprimé de fait. Mais ceci n'était pas valable pour tous les réfugiés ; il fallait conserver l'image de l'Etat de Droit (Rechtsstaat) ouvrant ses portes aux fuyitifs des pays de l'Est. Ainsi, on classa les réfugiés en trois catégories :

- les réfugiés du Vietnam sont contingentés ; ils ont un droit d'accueil et l'Etat se charge de leur trouver un logement et un travail. On se servira d'eux comme symbole de l'aide humanitaire aussi longtemps qu'on le pourra.

- On ne peut pas refouler les fuyitifs du bloc de l'Est, on ne les refoule pas plus vers un autre pays. Ils sont, en fait, un bon moyen de pression morale.

- Le reste des fuyitifs (Grecs, Turcs, du Tiers-Monde) tombent sous le coup des formalités, c'est-à-dire sous le coup du refoulement. Ces hommes ont peu de chances d'être acceptés, même s'ils fuient le communisme. Cet argument compte pour les Européens. Les Afghans, par exemple, ne peuvent pas solliciter le droit d'asile car ils doivent présenter un visa.

Le choix des réfugiés n'est pas seulement fonction des facteurs politiques et économiques, mais aussi d'un racisme latent. Le traitement réservé aux « non-élus » est de plus en plus indigne. Les camps installés depuis 1977 dans les différents Länder sont des instruments d'intimidation. Il faut rendre la vie insupportable en Allemagne. Les réfugiés n'ont presque pas de moyens de subsistance durant l'année d'attente avant l'obtention éventuelle d'une carte de travail (parfois cela prend deux ou trois ans). On ne leur apprend que peu de choses sur la langue et la culture allemandes dans le but de maintenir leur lien avec l'ancienne patrie. En outre, on ne développe pas les « capacités manuelles » pour en faire, par exemple, des aides-horticulteurs, au cas où le droit d'asile serait reconnu. Exception faite du manque de confiance, cette pratique est un affront pour des gens qui ont exercé un métier déterminé dans leur pays ou qui ont fait des études.

Dans le camp, les réfugiés sont contraints à participer à l'entretien (nettoyage, distribution des repas, etc.). La rémunération des tâches varie de 50 pfennigs à 1 DM l'heure. Dans certains camps, la direction tient des registres de présence, les sorties sont interdites, un emploi du temps règle la vie du camp, du lever au coucher. Les réfugiés n'ont pas le droit de quitter la ville où ils ont été internés. Le moyen de répression le plus puissant et le plus lourd de conséquences reste la menace de refoulement. La direction du camp peut user de ce droit à toute occasion d'infraction au règlement. Quand un réfugié est refoulé, on ne peut plus rien pour lui. Il passe les quelques heures qui le sépare du prochain vol de l'avion qui l'emmènera dans son pays. Dans son pays où l'attend souvent la prison ou la mort.

La façon dont on traite les réfugiés en RFA, l'utilisation à des fins politiques qu'on en fait permettent de faire le parallèle avec ce qui se passe dans d'autres Etats et ce qui se passait à d'autres époques.

Traduit du « Fil Noir »

L'antisémitisme à travers le monde

La « normalisation » en Pologne s'accompagne de ce qui semble être une constante de la vie politique dans ce pays : l'antisémitisme. En effet, ne voit-on pas sur les murs de Varsovie, « Kuron = Juif », ou une affiche imprimée reproduisant le sigle désormais célèbre de Solidarność, mais avec le petit drapeau qui le distingue orné de l'étoile de David. La campagne de presse contre M. Gemerek, prétendue éminence grise de Walesa, concernant son prétendu changement de nom et ses origines : cet ensemble de faits semble indiquer que là-bas rien ne change. La population de confession juive en Pologne ne représente plus que 0,5% du peuple polonais, après les massacres des nazis (1) et

regarder autour de nous. En France, si après Copernic et la large mobilisation populaire qui s'en est suivie, on a pu croire un moment que cette tare n'avait été qu'un sursaut, en fait il n'en est rien. La récente réédition dans des éditions soi-disant d'extrême-gauche d'ouvrages tels que les bouquins de Rassinier, des nombreuses études prétendues scientifiques sur Gobineau, Taine, la redécouverte par les intellectuels des grands écrivains qu'étaient Maurras, Drieu-la-Rochelle, Brasillac, sans mise en garde contre leurs haines imbéciles, les nombreux ouvrages mettant en avant le rôle de la gauche française (indéniable) dans le fait antisémite et surtout la résurgence des groupuscules de nazillons... tous ces

Iran, le fait que celui-ci ait en plus un caractère théocratique ne fait qu'empirer les choses. De plus, si race sémitique elle est, elle engloberait aussi bien les Arabes que les Juifs car, sans tomber dans les pièges du racisme biologique, toutes ces histoires du fait mythologique et migratoire des peuples (5) donne bien une racine commune au judaïsme, à l'islam et aux chrétiens : « les peuples du Livre ».

Pour moi, anarchiste, et de par ce fait humaniste, nul ne doit être victime de critères discriminatoires de par son adhésion à une idéologie que l'on ne partage pas. Quant à des motifs d'ordre raciaux, comment pourrais-je encore me dire militant de la FA si ce genre d'arguments étaient dans ma pensée. Je céderai le mot de la fin à un de mes amis juifs qui, lors d'un débat, citait cette phrase d'un déporté arabe d'un camp palestinien : « Moi, antisémite, comment pourrais-je l'être, cela reviendrait à remettre en cause mon propre droit à l'existence. » Phrase terrible, mais qui résume merveilleusement un problème dont je n'ai fait que soulever un coin du voile (6).

J.-C. BARRETTE

(1) Les Juifs polonais sont ceux qui ont payé le plus lourd tribut au génocide.

(2) D'origine arabe.

(3) D'origine occidentale (Pologne, USA, Allemagne, etc.).

(4) Voir à ce sujet le remarquable article de Ilan Halévy : Les Juifs arabes, dans la revue d'Etudes palestiniennes n° 1 et l'article d'Arafat dans le n° 2.

(5) Entre autres le remarquable ouvrage de Pierre Vidal-Naquet Les Juifs, la mémoire et le présent, chez Maspéro.

(6) Et ce ne sont pas les dernières élucubrations de Bernard Henry-Lévy qui aideront à le lever complètement.



AFF

les nombreux pogroms pratiqués par la clique fasciste au pouvoir dans les années 30. L'utilisation de l'antisémitisme en Pologne est une arme qui est maniée aussi bien par le pouvoir que par son opposition. Même Solidarité n'a pas toujours été exempte de cette ignominie. Il faut dire que l'Eglise catholique a préparé le lit de la « bête immonde », et ses récentes prises de position en faveur des minorités opprimées ne peuvent faire oublier les siècles de propagande contre les « assassins du Christ ». De plus, l'anticommunisme, souvent primaire, se nourrit très facilement des attaques contre la « juiverie ». N'a-t-on pas entendu, même chez nous, des expressions telles que le « juif Marx » ou le « juif Trotsky » ; comme si le fait d'ajouter ce mot pouvait changer quelque chose aux horreurs du premier et aux massacres du second.

De plus, et pour en terminer avec la Pologne, la réédition de cette infâme saloperie qu'est le « protocole des sages de Sion » ne peut pas être, en ce moment, un hasard.

Mais si la situation politique nous pousse à regarder à l'Est, il ne faudrait pas oublier de

faits doivent nous avertir et nous tenir en alerte.

Pour nous anarchistes, il nous faut clarifier notre position sans hypocrisie et rejeter aussi bien l'adhésion à ce qui est l'une des pires expressions du racisme, sans tomber dans le piège du pro-sionisme qui semble devoir être la seule issue que nous proposent les Juifs eux-mêmes. Nous ne pouvons adhérer à ce qui est un phénomène religieux et étatique, mais encore moins tomber dans les provocations racistes qui consistent à dire « antisionisme = antisémitisme » par lesquelles la négation d'un dieu, fut-il juif, deviendrait un acte de racisme.

Le discours vis-à-vis de ce problème est très difficile et, bien souvent, la méconnaissance fait dire des choses horribles en toute bonne foi. Dire qu'en Israël les Juifs Séraphades (2) sont odieusement exploités par leurs « frères » Askhenaze (3) est la vérité et non un acte d'antisémitisme (4). Dire que l'Etat d'Israël torture dans ses prisons (voir le rapport d'Amnesty), maintient en camp les Palestiniens, bombarde les civils du Liban, etc., cela n'est pas de l'antisémitisme. L'Etat tue, exploite partout et, en Israël comme en

SUISSE

Réouverture du CIRA à Genève — Après deux ans consacrés au rangement et à la réorganisation, la bibliothèque du Centre international de recherches sur l'anarchisme, à Genève, sera ouverte aux lecteurs et chercheurs dès le mois de mars 1982, les mardis et vendredis de 17 à 20 h et sur rendez-vous.

Le CIRA dispose de 15 000 livres et brochures en 27 langues, ainsi que de très nombreux périodiques anarchistes. Il peut répondre à toutes demandes de renseignements bibliographiques et envoie les ouvrages en prêt à l'extérieur.

Il est financé par ses lecteurs et par quelques dons, et géré par un comité local. Ses collections sont constituées en majeure partie de dons et de legs.

Le CIRA fait partie depuis sa création de la Fédération internationale de centres d'études et de documentation libertaires (FICEDL) et est membre de l'Association internationale des instituts spécialisés dans l'histoire du mouvement ouvrier (IALHI).

Le CIRA : case postale 51, CH-1211 Genève 13, Suisse.

« Tirons les premiers »

Ed. Jean-Louis Le Breton (1)

LE pamphlet (court écrit satirique qui attaque avec violence les institutions ou un personnage connu) est un genre qui a aujourd'hui pratiquement disparu de la scène littéraire et journalistique. Beurk, caca boudin, le pamphlet ! Complètement passé de mode ! Ringard en diable ! Pas crédible ! Pas assez sérieux ! Trop sentimental ! Pas dans le sens de l'histoire, quoi !

Le sens de l'histoire, c'est bien connu, c'est une littérature bon chic bon genre, encravatée d'ennui et c'est surtout une presse au langage de velours, asexuée et lobotomisée. Terminée, en effet, l'époque héroïque des coups de gueule, des humeurs et des opinions proclamées rageusement à la face du monde. Aujourd'hui, on « informe », on étale des faits et quand on analyse ces faits, c'est toujours calmement, sans passion et sans excès. Chaque mot est pesé et repesé cent fois à la balance de « l'objectivité ». Pas question de se laisser aller à exprimer des sentiments. Et tant pis si cette systématique du sens des nuances vide la réalité de sa substance ! « l'objectivité » et le « sérieux » impliquent de prendre certaines distances avec le bouillonnement de la vie. Après tout, la vie et la réalité ne sont-elles faites pour être encagées, aseptisées et médiatisées ? C'est ça la civilisation ! C'est ça l'approche scientifique de la réalité qui nous entoure ! Lisez *Le Monde*, la Bible en la matière et vous comprendrez. Le bruit des langues qu'on tourne sept fois dans sa bouche y est assourdissant. On n'y parle pas, on y murmure ! Bref, le règne de l'inodore, de l'incolore et du sans saveur ! Une obsession : le juste milieu ! Une hantise : le débordement ! Un rêve : celui du neutralisme et du consensus ! Les divergences et les différences d'appréciation, on les laisse s'exprimer à fleurets mouchetés. Tous copains, tous coquins, finalement. Moi, j'fais pas d'politique, moi, monsieur !

Dans ces conditions qui sont celles de l'actuelle idéologie dominante au niveau des médias, sortir une revue composée exclusivement de pamphlets teigneux et saignants à souhait peut sembler quelque peu irréaliste ! Entre le ronron bien huilé des chevaux légers de l'« objectivité » et le langage de bois des brontosaurus de la propagande, la voie semble étroite. Voir !

Qu'on ne se y trompe pas, en effet, le « neutralisme » qui prévaut actuellement dans la littérature et la presse est significatif d'une époque qui est en passe d'être révolue ; celle de l'illusion d'une croissance économique sans fin ; celle de l'illusion d'une collaboration de classes arc-boutée sur le « partage » d'un gâteau sans cesse plus grand ; celle de l'illusion d'un consensus possible entre dominants et dominés.

Aujourd'hui, la crise est là, générale et persistante. Les illusions sont en train de tomber. Les colères et les espoirs vont donc renaître, et il est vraisemblable que le pamphlet va de nouveau occuper une place importante dans la presse ; la place qui a toujours été la sienne dès l'instant qu'il s'est agi de détruire l'ordre existant et de promouvoir une alternative.

La revue *Tirons les premiers*, n'en doutons pas, va donc dans le « sens de l'histoire ». Réussira-t-elle à se maintenir, je n'en sais rien, mais je souhaite qu'elle puisse poursuivre encore longtemps sa carrière car ce premier numéro est particulièrement séduisant. Huit courts pamphlets sur des sujets aussi divers que le pacifisme, les hold-up pratiqués journalièrement par les banques, le Goncourt, la publicité, l'hôpital... écrits par des auteurs déchainés, méchants, féroces et tout et tout, ça fout du baume au cœur des révoltés et des révolutionnaires que nous sommes.

Bonne continuation, donc, à *Tirons les premiers* ! Continuez à tremper votre plume dans le vitriol, cela fait partie de l'entreprise de démolition du vieux monde à laquelle nous attachons tous nos efforts.

Jean-Marc RAYNAUD

(1) Editions J.-L. Le Breton, 34, rue Henri Chevreau, 75020 Paris.

CINÉMA

ACCROCHEZ-VOUS aux fauteuils et retenez la respiration de votre voisin : *Mad Max* et *Le droit de tuer* sont arrivés sur les écrans.

Le premier cité se situe dans un futur proche où les bandes motorisées sèment une terreur qu'un flic pur et dur (un second Reagan !) ne pourra plus supporter (pensez donc : son meilleur copain précède dans la mort sa femme et son fils !)

Le second nommé est l'histoire d'un ancien du Vietnam réintégré dans la vie civile de New York aux mains des voyous, et qui va tenter tout au long du film de redresser l'ordre oublié (une phrase clé du film sortie de la bouche du héros : « Je fais ça sans me poser la question du bien et du mal, c'est comme au Vietnam... »).

Deux films terriblement violents où le cynisme trouve une place de maître. Deux films démontrant la peur et l'insécurité croissante. Deux films qui annoncent le prochain « Charles Bronson » (le Justicier n° 2), long métrage vantant l'auto-défense et dénonçant la carence des mesures policières vis-à-vis des bandes organisées.

Le cinéma est probablement le reflet d'une société, mais c'est surtout un formidable outil de propagande.

Entre les titres explosifs du *Parisien* et la sortie de ces films, il y a une logique qui fait courir les gens derrière des portes blindées et fait ressortir les milices privées ou d'Etat pour défendre les privilèges.

Roger (groupe de Versailles)

SÉLECTION



RADIO

— France-Culture : Le 28 mars à 20 h : début d'une soirée, *Albatros*, consacrée à André Baillon, poète et romancier belge marginal.

Le 30 mars à 20 h : *Responsabilité sociale et scientifique*, dans la série *Dialogues*, de Roger Pillaudin.



TÉLÉVISION

— TF1 : le 29 mars à 20 h 35 : dans la série *L'avenir du futur*, de Robert Clarke présente le film : *La grande menace*. La science ne dépasse-t-elle pas la fiction ?

Le 31 mars à 21 h 40 : *Planètes*, une suite symphonique de G. Holst, illustrée par des images obtenues auprès de la NASA, du CNRS, etc.

— A2 : le 25 mars à 16 h 40 : *Héracut l'obscur*. Par delà le temps, le grand philosophe et poète méditerranéen nous est restitué.

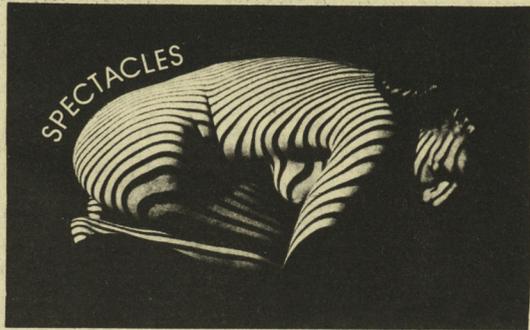
Le 26 mars à 20 h 30 : *Marcheloup*, début d'une série en quatre épisodes, en hommage à Maurice Genevoix.

Le 28 mars à 14 h 25 : début d'une série policière en 14 épisodes : *L'homme à l'orchidée*, d'après les romans de Rex Stout, rival de Peter Cheyney.

Le 30 mars à 20 h 35 : *Les sentiers de la gloire*, de Stanley Kubrick. A voir ou à revoir.

— FR3 : le 25 mars à 20 h 30 : *Mais qu'est-ce que je tiens foutre au milieu de cette révolution ?* (1973), de Sergio Corbucci. A ne pas rater.

Le 28 mars à 22 h 30 : *Le château du dragon*, de Joseph Mankiewicz (1947). Un homme que le désir de descendance rend criminel.



CONCERTS :

Djamel Allam : le 26 mars à la salle des fêtes (rue du Général-Leclerc) à Saint-Ouen-l'Aumône (20 h 30), le 27 à la salle Louis Jovet à Noisy-le-Sec (21 h) et le 31 au Parc de Penfeld à Brest (21 h).

François Béranger : le 26 au Théâtre municipal de Tarare (21 h), le 27 à la salle Odéon (20, rue de Verdun) de Montpellier (20 h) et le 29 au gymnase Debussy-de-Romans (21 h).

Cuarteto Cedron : le 25 mars à Mont-de-Marsan (Chemin du Petit Bonheur) à 21 h, le 26 au Centre culturel de St-Médard-en-Jalles (21 h) et le 27 au Théâtre municipal (Place R. Schuman) de Cognac (20 h 45).

Didier Lockwood : le 31 mars au Palais des Fêtes de Strasbourg à 22 h.

Gilles Vigneault : le 25 mars à 21 h à Vandoucourt, le 26 à Trappes (COSEC Youri Gagarine), le 27 à Moutataire (parking Ambroise Croizat), le 29 à la Halle-aux-Grains de Toulouse, le 30 au Théâtre municipal de Carcassonne et le 31 au Théâtre municipal de Montauban.

Guidoni : le 25 mars à 20 h 30 au Théâtre de la Ville à Angoulême et le 27 à Auxerre, à la MJC St-Pierre.

THÉÂTRE :

Gevey-Chambertin, par le Théâtre du Chapeau rouge au TEP : les 25, 26 et 27 mars à 20 h 30 et le 28 à 15 h.

Gros-câlin, par et avec P. Leenhart au Palais des Glaces (petite salle) jusqu'au 10 avril à 22 h 15.

Philippe

Festival de cinéma des pays et régions à Lussas (Ardèche)

LE festival de Lussas (village situé à 10 kilomètres d'Aubenas) en est à sa quatrième édition. Il est organisé par « Le Blayou », association locale culturelle très dynamique dans la région. Cette année, une trentaine de courts, moyens et longs métrages seront présentés, soit près de 25 heures après-midi pour se terminer dimanche 11 avec en clôture un grand bal avec de la musique rock, folk et sud-américaine.

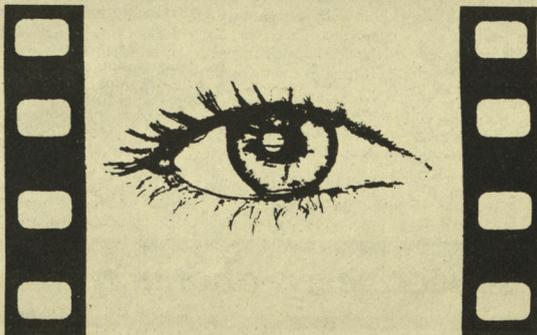
Parmi les longs métrages, citons par exemple : *Chronique indienne*, de B. Mazuric : la misère indienne dans les grandes métropoles nord-américaines ; *Compagny*, de J.-M. Forn : la lutte du peuple catalan sous la montée du franquisme ; *Dernier été*, de F. Le Wita et R. Guediguian : la vie dans une banlieue marseillaise... Et bien d'autres films encore venus de

toutes les régions de France (animation, fiction, documentaire, témoignage).

À côté de cela, il y aura du théâtre, des expositions (photos, artisanat) et des rencontres/débats entre réalisateurs, afin d'aborder les problèmes liés à la production et la distribution en ce qui concerne le cinéma en milieu rural. Divers services seront proposés pendant le festival : garderie d'enfants, restaurants, ateliers, librairie...

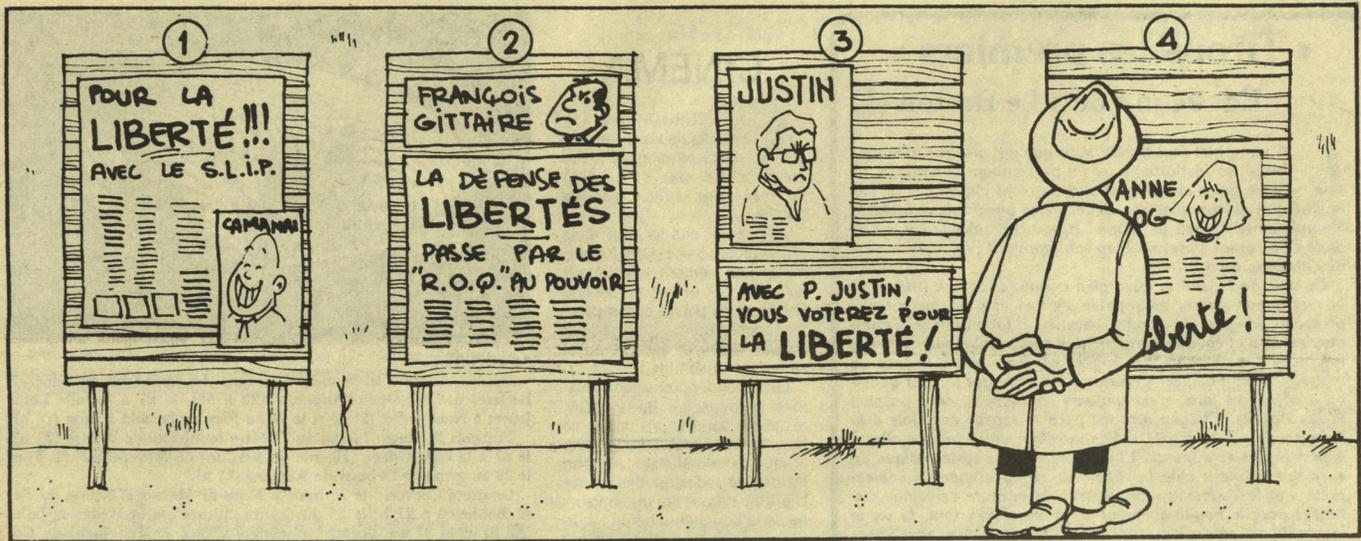
Ce festival de cinéma est une initiative à soutenir et à encourager. Ceci est d'autant plus remarquable et appréciable quand on sait que l'Ardèche est l'un des derniers départements français sur le plan de la culture. Alors, si vous désirez voir des films de qualité, dans une ambiance sympathique et dans un cadre magnifique, le festival de « cinéma différent » de Lussas vous attend.

Groupe anarchiste d'Aubenas



Invités de Radio-Libertaire

- Le 25, de 10 à 12 h : Archives sonores : témoignages sur la guerre d'Espagne ; de 16 à 18 : Musique classique et Arts : autour de Diderot ; 18 à 22 h : L'invité quotidien : A. Gransac et N. Duché pour leur livre *Prisons de femmes* ; 22 à 24 h : Sans frontière : Paco Ibañez.
- Le 26, de 14 à 18 h : Le magazine pour rire : Patrick Schmitt (comédien) ; 18 à 22 h : L'invité quotidien : Daniel Guérin à propos de l'histoire de la Révolution française (2^e partie).
- Le 29, de 12 à 18 h : Le magazine pour rire : Anne Vanderlove ; 18 à 22 h : L'invité quotidien : le journal *Avus de Recherche*.
- Le 30, de 10 à 12 h : commentaire d'un livre de théoriciens anarchistes : Proudhon (1^{re} partie) ; 14 à 18 h : Le magazine pour rire : Maurice Fanon ; 18 à 22 h : L'invité quotidien : G. Balkanski à propos de « Organisation spécifique et organisation de masse » ; 22 à 24 h : Vous avez dit Bigeard : thème les « fanzines » et la presse de science-fiction.
- le 31, de 18 à 22 h : L'invité quotidien : Ronald Creagh parlera de l'anarchisme aux USA.



RÉFLEXION SUR LES ÉLECTIONS CANTONALES

NOUS avons toujours affirmé que les résultats des élections, quels que soient les partis politiques qui les remportaient, n'avaient aucune chance de transformer profondément les conditions d'existence des citoyens. Gauche, droite, la belle affaire ? De toute façon, les programmes les plus « révolutionnaires » devront s'inscrire dans les structures du système économique en place, et par conséquent les changements promis se dilueront dans les impératifs qu'impose le maintien d'une économie capitaliste libérale.

Mais pour ma part, je n'ai jamais prétendu que le résultat des élections ne constituait pas une photographie intéressante de l'opinion des populations sur la politique des équipes au pouvoir. Photographie parfois brouillée, car ainsi que je l'ai expliqué, la différence des suffrages entre les deux grands courants de pensée dans le pays n'est pas provoquée par des citoyens avertis, politiquement structurés à droite ou à gauche, mais par cet électoral flottant, sans structure idéologique qui, comme la girouette de votre clocher, tourne au gré des bourrasques qui secouent la société française. C'est d'ailleurs ce qui rend impuissante la démocratie parlementaire formelle que seul le jacobinisme, c'est-à-dire la centralisation qui espace dans le temps les consultations électorales et leur confère un caractère général et flou, peut permettre de fonctionner correctement. C'est ce qui explique que dans la crainte que l'un contredise l'autre, les dirigeants ont rarement recours au référendum, même lorsque celui-ci est inscrit dans la Constitution. La démocratie parlementaire est impuissante à apporter des solutions sur le fond aux problèmes que posent les évolutions technique, scientifique, intellectuelle. Elle peut simplement gérer la société en place, et c'est tout naturellement que, lorsque des événements l'imposent, le fascisme ou la poussée révolutionnaire viennent suppléer à son impuissance congénitale à absorber le changement. Mais cela dit, voyons un peu l'enseignement que l'on peut tirer des élections cantonales qui viennent de se dérouler.

D'abord, et c'est incontestable, la gauche a reculé ! De peu, c'est vrai, et ce recul est naturellement dû à cet électoral

flottant dont je parlais plus haut. Ce résultat ne changera pas grand-chose au climat politique du pays. Ainsi, en 1976, deux ans après l'élection de Giscard à la présidence de la République, la gauche avait largement gagné les élections cantonales de l'époque (56%) sans que la politique de la droite, devenue minoritaire, s'en trouve affectée. Naturellement, la décentralisation va, en transférant un peu d'argent et un peu de pouvoir aux conseils généraux, modifier le paysage politique du pays, mais cela ne suffira pas à infléchir les tendances jacobines de l'Etat, car dans les départements pour les réalisations importantes, les budgets locaux auront toujours besoin d'un complément national, et celui-ci ne sera accordé par le pouvoir central que donnant-donnant.

Mais en dehors de cette marge d'électeurs sans autres motivations que celles du moment, que peut-on déduire de cette progression électorale de la droite classique ? La grande presse quotidienne, dans sa majorité réactionnaire, comme les autres médias d'ailleurs (mais ceux-ci avec plus de prudence) prétend que le changement a été trop brutal et réclame la pause ! Curieusement, elle a à la fois raison et tort. Je m'explique.

Les sociétés sont un tout logique, d'une logique qui leur est propre naturellement. Les structures, les économies, les morales sont similaires. Les fluctuations de la vie politique et sociale finissent par les ajuster les unes aux autres, leur confèrent un caractère complémentaire, et c'est justement lorsque cet équilibre est remis en question que le désordre s'installe. Introduire dans cette société en place des réformes profondes susceptibles de modifier un des éléments qui le composent, produit chez elle un phénomène de rejet ! Elles l'alourdissent, la déséquilibrent sans l'améliorer. C'est la raison pour laquelle aucun changement de société dans l'histoire ne fut le fruit de consultations électorales, mais de révolutions profondes. La révolution, c'est-à-dire le changement du caractère d'une société, se fait avant, par d'autres moyens, la prise de la Bastille ou celle du Palais d'Hiver par exemple, et le jeu électoral ne commence qu'après pour équilibrer sans rien changer. L'élec-

toralisme est conservateur, un frein aux évolutions autres que l'installation le moins mal possible dans ce qui existe. La tranche qui fait et défait les majorités est hors d'état de comprendre au-delà de son intérêt immédiat et ses prises de positions contradictoires maintiennent la démocratie dans l'immobilisme, ne permettant que des modifications qui confortent la situation en place. Il suffit de regarder les élections successives de ces cinq dernières années pour voir cette petite bourgeoisie merdeuse rectifier le tir, un coup à droite, un coup à gauche, de façon à ne produire qu'un mouvement savamment balancé à partir d'un conservatisme rassurant.

Essayez vos yeux, militants socialistes, communistes, gauchistes, adeptes de ce jeu électoral qui vous donne l'impression d'un changement tranquille sans risque pour les personnes et les situations. Vous voudriez faire, grâce aux élections, l'économie d'une révolution, alors que vous faites simplement une croix sur vos espérances ! Vous vous condamnez à être soit les éternels prisonniers des institutions dans lesquelles les élections vous enserrant, soit les éternelles minorités dont les litanies ne servent qu'à faire prendre aux hommes leur mal en patience.

Je disais qu'il y a une certaine logique dans les fluctuations auxquelles nous assistons. Ou bien nous sommes pour la conservation des grandes lignes du système économique en place, et il nous faut jouer le jeu, l'accepter avec ses inconvénients — il ne sert à rien de programmer une économie socialiste qui, introduite au sein d'un système, se diluerait en lui ! Ou bien nous sommes contre ce système économique en place et il faut le détruire pour construire les nouvelles structures susceptibles d'accueillir un socialisme libertaire et égalitaire. Et dans ce cas, il faut également jouer le jeu et accepter tout ce que cela comporte de sacrifices, de transformations, voire de souffrances. Rester le cul entre deux chaises, vouloir à la fois son confort, sa tranquillité, le déroulement programmé de sa carrière et l'exaltation des transformations qui conduisent à la justice sociale et à la liberté, cela relève d'un idéalisme où la rêverie, la religiosité de l'idéal prennent le pas sur la raison. Les limites du changement

électoral, seuls les aveugles ne le discernent pas. C'est la victoire de la gauche en 1924 et Poincaré au pouvoir en 1928 ; c'est la gauche au pouvoir en 1932 et Doumergue qui l'a remplacée en 1934 ; c'est le Front populaire élu triomphalement en 1936 et le couple Chautemps-Raynaud en 1938 ; c'est Mitterrand président en 1981 et la droite en...

Il existe deux manières d'être socialiste : la manière petite bourgeoise qui consiste à conserver le système de classes, en pansant, avec la larme à l'œil, quelques plaies par-ci par-là et dans la mesure où le système capitaliste peut le supporter, et c'est ce socialisme-là, socialisme de bonnes intentions, socialisme de bon genre, socialisme de désignation « démocratique », socialisme oint des saintes huiles que la gauche applique. Il y a l'autre manière, celle que nous a léguée l'histoire, c'est le socialisme révolutionnaire, égalitaire, libertaire... le vrai socialisme qui est une aventure de l'histoire, une aventure comme il ne s'en est produit qu'une dizaine depuis les temps historiques, et qui suppose une refonte complète de la société, refonte qui ne s'accomplira pas sans douleur.

Et cette transformation n'est possible que lorsque deux éléments aussi indispensables l'un que l'autre se rejoignent : l'un est la maturité révolutionnaire d'un peuple, l'autre est la décrépitude du système en place. Le socialisme évolutif, grand rêve de la curaille socialisante à travers les élections, roule sur lui-même sans bouger de place ; le socialisme libertaire, révolutionnaire, comme un jet, enfonce ou se fracasse contre, mais lui est un mouvement, il s'inscrit dans l'évolution, il a sa chance, il est l'espoir... le seul espoir de l'humanité !

Ah, je crois que j'ai oublié les résultats des élections cantonales ! Quelques présidences de plus, quelques présidences de moins, la belle affaire ! Le seul souvenir durable que nous conserveront de ce cirque, c'est la savante définition donnée par le ministre de l'Intérieur des « divers gauche », espèce en voie de disparition qui, dans le passé, fit la fortune des chansonniers.

Maurice JOYEUX

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.